

# 5

## Chapitre cinq Activités des Conseils

### **Conseils des gouverneurs**

Assemblées annuelles 2010

Cérémonie d'ouverture

Allocutions des gouverneurs

Résolutions des gouverneurs

### **Conseils d'administration**

Budgets administratifs et d'équipement 2011

Autres activités des Conseils d'administration

Le Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement est la plus haute instance de décision de l'institution, qui comprend un représentant par pays membre. Il définit les orientations générales et élit un Conseil d'administration de 20 membres, auquel il délègue la majeure partie de ses pouvoirs. Il élit également le Président du Groupe de la Banque. Le Conseil d'administration définit les politiques et les directives à suivre et supervise toutes les opérations ainsi que les activités financières et administratives de la Banque. Le chapitre passe en revue les principales activités des Conseils en 2010, en mettant un accent particulier sur les Assemblées annuelles 2010, tenues à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

## CONSEILS DES GOUVERNEURS

### Assemblées annuelles 2010

Les Assemblées annuelles des Conseils des gouverneurs de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds africain de développement (FAD) se sont tenues les 27 et 28 mai 2010 à Abidjan, en Côte d'Ivoire (pays hôte du siège). Ces assemblées étaient le premier événement institutionnel que la Banque organisait en Côte d'Ivoire depuis la relocalisation temporaire de ses activités en février 2003. Elles reflétaient pour l'institution comme pour le peuple et le gouvernement de Côte d'Ivoire l'espoir d'un retour de la Banque.

Les Assemblées annuelles ont été précédées par des réunions des organes subsidiaires des Conseils des gouverneurs, la présentation financière, les consultations du FAD-12 et des séminaires de haut niveau. Environ 2 408 participants y ont pris part, dont les gouverneurs, les gouverneurs suppléants et les délégués, les membres des Conseils d'administration, les partenaires au développement, le secteur privé, le personnel de la Banque, des membres de la société civile et des observateurs.

### Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée le 27 mai 2010, sous la présidence de Son Excellence M. Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire. Étaient également présents Son Excellence M. Amadou Toumani Touré, Président de la République du Mali, Son Excellence M. Thomas Yayi Boni,

Président de la République du Bénin, et Son Excellence M. Faure Gnassingbé, Président de la République togolaise. Les autres invités de marque comprenaient Son Excellence M. Tertius Zongo, Son Excellence M. Bernard Makuza et Son Excellence M. Guillaume Soro, respectivement premiers ministres du Burkina Faso, du Rwanda et de Côte d'Ivoire. Les autres dignitaires présents comprenaient Son Excellence M. Nguema Owono, vice-premier ministre de la République de Guinée équatoriale, Son Excellence M. Alhaji Muhammad Mumuni, ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale de la République du Ghana, Son Excellence M. Antoine de Padoue Mboumbou Miyakou, Président du Conseil économique et social du Gabon, Son Excellence M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, et M. Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique. Ont également pris part à la cérémonie les anciens présidents de la Banque africaine de développement, MM. Willa Mung'omba, Babacar N'Diaye et Kwame Fordwor.

Dans son allocution d'ouverture, Son Excellence M. Paul-Antoine Bouhoun Bouabré, président des Conseils des gouverneurs et gouverneur pour la Côte d'Ivoire, a souhaité la bienvenue aux participants. Des allocutions ont été également prononcées par Son Excellence M. Amadou Toumani Touré, Président de la République du Mali, par M. Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la CEA, et M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine.

Dans son allocution, le Dr Donald Kaberuka, Président du Groupe de la Banque, a souligné que des décisions importantes à prendre au cours de ces assemblées risquaient de déterminer pendant longtemps le cap de la Banque. Il s'agissait notamment de la Sixième augmentation générale du capital et de la reconfiguration du Conseil d'administration.

Concernant la crise financière mondiale, le Président a rappelé que la Banque avait répondu avec célérité aux nouveaux défis i) en doublant ses opérations en 2009, ii) en fournissant par anticipation un appui budgétaire supplémentaire, le financement du commerce ainsi que de la liquidité, iii) en recourant aux ressources de son guichet secteur privé pour combler le déficit de financement des projets d'infrastructure clés, et iv) en faisant preuve de flexibilité, d'innovation et d'initiative dans ses concours.

Le Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence M. Laurent Gbagbo, a remercié les autres chefs d'État de leur participation aux assemblées. Il a vu dans leur présence non seulement une marque d'estime et d'amitié, mais également la preuve de leur attachement au développement du continent. Il s'est félicité du retour de la Banque africaine de développement en terre ivoirienne et rendu hommage au Président et au personnel de l'institution pour les acquis des ces dernières années. Il a donné l'assurance que tous les Ivoiriens œuvraient de concert à la consolidation de la paix et de la sécurité retrouvées après la crise et a invité la Banque à revenir à son siège en

Côte d'Ivoire. Il a ensuite déclaré ouvertes les Assemblées annuelles 2010.

### Allocutions des gouverneurs

Les gouverneurs ont reconnu que, malgré une conjoncture économique difficile, la Banque avait enregistré des résultats positifs en 2009. Ils ont été unanimes à apporter leur soutien à la Sixième augmentation générale du capital (AGC-VI) de la Banque et à l'élargissement des Conseils d'administration. Ils ont noté que cette marque de confiance devait inciter la Banque à redoubler d'efforts pour mener à bien les réformes entreprises, améliorer l'efficacité du processus de décentralisation, étendre son programme de résultats et promouvoir le développement du secteur privé en Afrique, y compris dans les pays FAD éligibles.

Les gouverneurs ont souligné la nécessité pour la Banque de concentrer ses interventions là où elle possède un avantage comparatif distinct, comme le développement de l'infrastructure, la promotion du secteur privé et de l'intégration régionale, l'appui aux États fragiles et l'amélioration

de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays membres régionaux.

Enfin, les gouverneurs ont adressé leurs félicitations au Dr Donald Kaberuka pour sa réélection à la présidence de la Banque. Ils l'ont appelé à poursuivre les réformes déjà engagées pour améliorer les interventions de la Banque.

### Résolutions des gouverneurs

Au cours des Assemblées annuelles, les Conseils des gouverneurs ont examiné et adopté une série de résolutions portant sur la BAD et le FAD (voir appendices II-1 et III-1). Ils ont approuvé les recommandations formulées par le Comité directeur et adopté, entre autres, les résolutions suivantes :

- *Résolution B/BG/2010/08* - Autorisant la Sixième augmentation générale du capital (de 23 947,46 millions d'UC à 67 687,46 millions d'UC, soit une augmentation de 200 %) ;
- *Résolution B/BG/2010/09* - Amendement du Règlement sur la cession d'actions de la Banque africaine de développement ;

- *Résolutions B/BG/2010/10 et F/BG/2010/03* - Relative à l'augmentation du nombre des administrateurs prévu par les Accords portant création de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement ;
- *Résolution B/BG/2010/15* - Élection du Président de la Banque africaine de développement.
- *Résolution B/BG/2010/16* - Élection générale des administrateurs de la Banque africaine de développement.

Les gouverneurs ont également adopté des résolutions sur le rapport annuel et les états financiers audités de la BAD, du FAD, du FSN et des fonds spéciaux/fiduciaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2009. Ils ont également approuvé le rapport annuel et les états financiers à vocation spéciale audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

En outre, les gouverneurs ont approuvé la composition du Bureau et du Comité directeur mixte pour la période allant de la fin des Assemblées annuelles 2010 à la fin des Assemblées annuelles 2011. Le



Bureau sera composé du Portugal en qualité de président, de la Guinée-Bissau et du Kenya en qualité de premier et de second vice-président respectivement. Sur la même période, le Comité directeur mixte sera composé des pays suivants : Algérie, Argentine, Autriche, États-Unis d'Amérique, Gambie, Madagascar, Namibie, République centrafricaine et Togo.

Enfin, les gouverneurs ont approuvé la résolution affectant comme suit les 238,8 millions d'UC de revenu 2009 disponible pour affectation : i) 90 millions aux réserves ; ii) 27,8 millions au compte d'excédent ; iii) 50 millions au FAD-11 ; iv) 66 millions au compte spécial de la République démocratique du Congo (RDC) ; v) 5 millions au Fonds d'assistance technique des pays à revenu intermédiaire. En outre, sur le revenu net de 3,2 millions d'UC réalisé par le FSN en 2009, les gouverneurs ont approuvé 2,3 millions d'UC de transfert aux réserves et une dotation de 0,3 million d'UC pour l'initiative PPTE.

## CONSEILS D'ADMINISTRATION

Les Conseils d'administration ont continué de veiller au respect de la SMT dans les stratégies régionales et pays, dans les projets et autres documents qu'ils ont eu à examiner et/ou approuver. La mise en œuvre de la SMT de même que l'assurance qualité et les résultats ont constitué la pierre angulaire du réglage organisationnel que les Conseil d'administration ont approuvé. À cet égard, il a été décidé d'accorder encore plus d'importance et de ressources au développement de l'infrastructure dans les PMR. Le Département de l'infrastructure sera ainsi scindé en deux : i) le Département du transport et ii) le Département de l'énergie. Le Département de l'assurance qualité et des résultats a été placé sous la supervision du Vice-président, COO, afin d'asseoir une culture des résultats et de la qualité. Par ailleurs, des ressources supplémentaires ont été consacrées à l'amélioration

de la qualité à l'entrée, grâce à la création d'un secrétariat d'OpsCom, sous la tutelle du Vice-président, COO. Pour assurer plus de clarté et une lecture commune de la mesure des résultats tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les Conseils d'administration ont approuvé un cadre de mesure des résultats pour « Une seule Banque ».

Comme on pouvait s'y attendre, la mobilisation des ressources financières a mobilisé un temps considérable des Conseils. Ils ont donné leur aval aux propositions portant sur l'AGC-VI et les réformes institutionnelles connexes, ainsi que sur l'amendement du Règlement sur la cession d'actions. Ces propositions ont été approuvées par les Conseils des gouverneurs de la Banque aux Assemblées annuelles 2010. Les membres des Conseils d'administration ont participé à toutes les réunions consultatives du FAD-12 et ont activement défendu la cause du FAD-12 auprès de leurs capitales.

La moitié des membres du Conseil d'administration ont terminé leur mandat et ont été remplacé par de nouveaux membres lors d'une élection générale tenue par le Conseil des gouverneurs lors des Assemblées annuelles 2010. En outre, pour assurer une représentation plus large au Conseil d'administration, les gouverneurs l'ont élargi en y ajoutant deux sièges (un pour les membres régionaux et pour les membres non régionaux). Le Conseil d'administration a également révisé les procédures subsidiaires de représentation au Conseil d'administration du Fonds et approuvé la nouvelle composition des différents comités des Conseils.

Les membres des Conseils ont pris le temps, lors d'une retraite et d'une session d'orientation, de se pencher sur leur performance et sur l'intégration des nouveaux administrateurs. La retraite a été l'occasion de raffermir la collaboration entre le Président, les Conseils d'administration et la Direction, et de réfléchir au travail qui les attend.

## Budgets administratifs et d'équipement 2011

En décembre 2010, le Conseil d'administration de la Banque a approuvé un budget administratif et d'équipement pour 2011 ventilé comme suit : i) 289,1 millions d'UC pour les dépenses administratives ; ii) 40 millions d'UC pour les dépenses d'équipement ; et iii) 2,9 millions d'UC pour les imprévus. Le Conseil d'administration du Fonds a approuvé un budget administratif indicatif de 201,3 millions d'UC pour 2011.

## Autres activités des Conseils d'administration

Les Conseils d'administration fonctionnent par l'intermédiaire de 7 comités : i) Comité des affaires administratives concernant les Conseils d'administration (AMBD) ; ii) Comité d'audit et des finances (AUF) ; iii) Comité des affaires administratives et des politiques en matière de ressources humaines (CAHR) ; iv) Comité des opérations et pour l'efficacité du développement (CODE) ; v) Comité plénier (CoW) ; vi) Comité d'éthique ; et vii) Comité du rapport annuel (CAR). Ces comités ont tenu au total une soixantaine de réunions en 2010.

### *Comité des affaires administratives concernant les Conseils d'administration (AMBD)*

Le travail du comité AMBD est centré sur la rationalisation des processus en vue d'améliorer le fonctionnement global des Conseils. Le comité s'est réuni à cet égard 9 fois en 2010 pour examiner et soumettre des recommandations aux Conseils sur différentes propositions, comme les délais de distribution des documents aux Conseils, les missions et voyages d'études des Conseils, l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacité des Conseils. L'une des grandes priorités en 2010 a été d'assurer une meilleure gestion des dépenses des administrateurs.

### *Comité d'audit et des finances (AUF)*

Le Comité d'audit et des finances (AUF) a tenu 6 réunions pour examiner un certain nombre de documents : i) les

états financiers de la BAD, du FAD, du FSN et des fonds spéciaux et fiduciaires au 31 décembre 2009 ; ii) l'affectation du revenu net de la BAD ; iii) la lettre de recommandations du commissaire aux comptes à la Direction pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 ; iv) la lettre de mission du commissaire aux comptes pour 2010 ; v) la revue semestrielle de la flexibilité et de la tarification des produits financiers pour les pays à revenu intermédiaire ; vi) la mise à jour du commissaire aux comptes sur l'audit 2010 du Groupe de la Banque.

En outre, AUFi a tenu 5 réunions conjointes avec CODE pour examiner des questions financières et d'audit : i) programme de travail 2010 de la Division d'audit interne ; ii) rapport de suivi sur la mise en œuvre des recommandations de l'Audit interne sur les audits relatifs aux services institutionnels, aux finances et aux projets pour 2008 ; iii) rapport d'activité annuel de l'Audit interne pour 2009 ; iv) révision de la formule de partage des coûts du Groupe de la Banque ; et v) programme triennal glissant et budget d'OPEV pour 2011-2013.

AUFi et CAHR ont tenu ensemble 2 réunions pour examiner le Plan de retraite du personnel, la lettre de recommandations du commissaire aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, la lettre de mission du commissaire aux comptes pour 2010 et la revue semestrielle de la flexibilité et de la tarification des produits financiers pour les pays à revenu intermédiaire.

#### *Comité des affaires administratives et des politiques en matière de ressources humaines (CAHR)*

Le Comité des affaires administratives et des politiques en matière de ressources humaines (CAHR) a tenu 10 réunions ainsi que 2 réunions conjointes avec AMBD pour examiner différents sujets : i) recrutement et gestion du personnel de courte durée à Tunis ; ii) classification des postes pour le personnel des bureaux extérieurs recruté localement ; iii) revue

des salaires du personnel international et du personnel recruté localement ; iv) stratégie d'apprentissage et de perfectionnement du Groupe de la Banque pour 2010-2012 ; v) cadre d'évolution de la carrière ; vi) ajustement des salaires du personnel professionnel international et du personnel recruté localement (avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011) ; vii) relèvement de 60 à 62 ans de l'âge obligatoire de départ à la retraite ; et viii) missions de consultation pour 2010 et situation des administrateurs.

#### *Comité des opérations et pour l'efficacité du développement (CODE)*

CODE a tenu 24 réunions pour examiner plusieurs documents de politiques et rapports opérationnels : i) directives pour le renforcement de l'appui de la Banque à l'intégration régionale ; ii) révision du Mécanisme indépendant d'inspection ; iii) Facilité en faveur des États fragiles – directives pour le programme d'assistance technique et le renforcement des capacités au titre des opérations du pilier III ; iv) cadre de mesure des résultats du Groupe de la Banque ; v) directives révisées sur l'annulation des prêts, dons et garanties du Groupe de la Banque ; vi) directives pour la revue de la performance du portefeuille pays ; vii) simplification des procédures pour les opérations du secteur privé ; viii) création du Fonds fiduciaire pour la gestion des connaissances et renforcement des systèmes nationaux d'audit externe en Afrique – stratégie conjointe de la BAD et de la Banque mondiale ; ix) documents de stratégie pour l'intégration régionale en Afrique australe et centrale ; et x) plusieurs rapports à mi-parcours et d'achèvement de DSP et rapports sur la performance du portefeuille pays.

#### *Comité plénier (CoW)*

Ce comité, qui comprend tous les administrateurs, est présidé par le Président de la Banque. Il a pour principale mission d'examiner les projets de budget annuel du Groupe de la Banque et d'autres questions que les Conseils lui renvoient ponctuellement. En 2010, il s'est réuni une fois

pour examiner le projet de programme et de budget pour 2011-2013.

#### *Comité du rapport annuel 2009*

Le Comité du rapport annuel s'est réuni 3 fois pour examiner différents projets du rapport annuel établis par la Direction. Il a pour rôle de donner des orientations et de faire des observations sur les différents projets, et d'assurer la supervision de l'équipe de rédaction.

#### *Missions de consultation des administrateurs*

Le dialogue sur le terrain avec les principaux responsables gouvernementaux, la société civile, les bénéficiaires des projets financés par le Groupe de la Banque et les représentants des agences d'aide constitue une activité clé au programme annuel des administrateurs. À cet égard, les administrateurs se rendent chaque année dans quatre pays membres régionaux. Ils sont répartis en deux groupes, chacun visitant deux pays. En 2010, un groupe s'est rendu au Bénin et au Mali en février. Un autre a visité le Malawi et le Zimbabwe en mars. Ces visites ont été pour les administrateurs l'occasion de discuter des enjeux de développement avec les responsables de ces pays et d'apprécier de près les défis auxquels les populations sont confrontées. Compte tenu de l'impact positif de ces visites sur l'engagement de la Banque dans les PMR, les conseillers supérieurs et conseillers des administrateurs ont effectué des visites analogues, qui les ont conduits au Cameroun et en Égypte.



# Profils des projets et programmes approuvés en 2010

Profils des projets et programmes approuvés par la BAD

*Secteur public*

*Secteur privé*

Profils des projets et programmes approuvés par le FAD

Profils des projets et programmes approuvés par le FSN

Profils des approbations spéciales

## Profils des projets et programmes approuvés par la BAD en 2010 – Secteur public (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>AGRICULTURE &amp; DÉVELOPPEMENT RURAL</b>				
Seychelles	<p><i>Plan directeur pour la mariculture</i></p> <p><b>Objectif :</b> développer, renforcer et intégrer les principaux mécanismes techniques, réglementaires, législatifs et institutionnels, pour le développement d'une mariculture durable et la création d'un environnement favorable à l'investissement.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> l'investissement dans le secteur de la mariculture aux Seychelles est engagé et se poursuit conformément à la vision et aux objectifs spécifiques et globaux du plan sectoriel.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,25 million d'UC).</p>	s.o.		0,30
<b>COMMUNICATION</b>				
Cap-Vert	<p><i>Centre de données</i></p> <p><b>Objectif :</b> entreprendre l'étude de faisabilité d'un parc technologique, en vue d'améliorer le climat des affaires dans le pays, par l'amélioration de l'infrastructure TIC et la promotion d'une large utilisation des services d'administration électronique.</p> <p><b>Produits attendus :</b> i) rapport sur les parcs de technologies les plus modernes dans le monde, l'analyse du cadre institutionnel, le statut juridique du parc technologique de Praia (PTP), l'identification de partenaires stratégiques potentiels pour le développement du PTP, les rôles des différentes parties prenantes, les services à offrir par le PTP, l'analyse du marché, les risques et la durabilité ; et ii) un plan d'action et un plan d'entreprise pour une période de 5-10 ans.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,02 million d'UC).</p>	0,32		0,30
<b>EAU ET ASSAINISSEMENT</b>				
Maroc	<p><i>Renforcement de l'alimentation en eau potable de la zone côtière Rabat-Casablanca</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer le réseau d'alimentation en eau et d'assainissement de la zone côtière Rabat-Casablanca, afin d'améliorer les conditions socioéconomiques et sanitaires de la population.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici à la fin de 2015 : i) maintien à 100 % du taux d'accès dans les villes concernées en milieu urbain ; ii) augmentation du taux d'accès dans la province concernée en milieu rural de son niveau actuel de 87 % à plus de 90 % ; iii) réduction du taux de mortalité maternelle (due aux maladies d'origine hydrique) de son niveau actuel de plus de 227 pour 100 000 naissances vivantes à moins de 50 pour 100 000 naissances vivantes ; et iv) réduction du taux de mortalité infantile (due aux maladies d'origine hydrique) de son niveau actuel de 40 pour 1 000 habitants à moins de 15 pour 1 000 habitants.</p> <p><b>Cofinancier :</b> ONEP (41,67 millions d'UC).</p>	220,75	179,08	
<b>ÉNERGIE</b>				
Égypte	<p><i>Centrale thermique à cycle à vapeur de 650 MW de Suez</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître la capacité et préserver la fiabilité du système de production d'électricité, afin d'aider à satisfaire la demande du réseau électrique unifié (UPS) à court et moyen terme.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici à 2017, i) augmentation de la capacité de production d'électricité installée: la centrale électrique produit un maximum de 650 MW; ii) augmentation de la capacité totale de production d'électricité installée du réseau UPS de 23 616 MW en 2009 à 41 000 MW au moins ; iii) augmentation à 6,2 % du taux de fourniture annuel de l'Egyptian Electricity Holding Company (EEHC) pour faire face à la hausse de la demande ; et iv) augmentation du nombre de consommateurs de 24,7 millions en 2008/9 à 34 millions d'habitants.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> BlsD (39,85 millions d'UC) ; EEHC (237,32 millions d'UC).</p>	637,64	360,47	

## Profils des projets et programmes approuvés par la BAD en 2010 – Secteur public (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>FINANCE</b>				
Botswana	<p><i>Appui à l'Autorité de régulation des institutions financières non bancaires (NBFIRA) pour la mise en œuvre d'un cadre réglementaire axé sur le risque</i></p> <p><b>Objectif :</b> aider le Botswana à devenir une plaque-tournante de services financiers en Afrique australe, en dotant la NBFIRA d'un modèle opérationnel réglementaire axé sur le risque, qui soit en phase avec les meilleures pratiques internationales.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> utilisation efficace et appropriée du modèle réglementaire axé sur le risque, afin d'aider le régulateur à atteindre une efficacité administrative, les consommateurs à obtenir des transactions justes et non entachées de fraude, et les marchés à devenir efficaces, ordonnés et justes.</p> <p><b>Cofinancier :</b> Néant.</p>	s.o.	0,60	
<b>INDUSTRIE, MINES ET CARRIÈRES</b>				
Botswana	<p><i>Étude sur les mines et la diversification</i></p> <p><b>Objectif :</b> aider le gouvernement à entreprendre ladite étude et formuler des recommandations stratégiques sur des options possibles et la voie à suivre pour l'économie du Botswana, y compris la diversification.</p> <p><b>Produits attendus :</b> i) rapports initiaux et rapports d'activité de l'étude réalisée ; ii) projets de rapport et rapports finals de l'étude réalisée ; iii) coordination efficace grâce à un réseautage et l'établissement de partenariats ; iv) conclusions et recommandations issues des ateliers de parties prenantes et de l'analyse des problèmes ; et v) mise en œuvre des recommandations de l'étude.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,01 million d'UC).</p>	0,28		0,27
Tunisie	<p><i>Étude sur le développement des industries culturelles</i></p> <p><b>Objectif :</b> identifier le potentiel des industries culturelles de la Tunisie et proposer une stratégie nationale de développement de telles industries et un plan d'action pour sa mise en œuvre.</p> <p><b>Produits attendus :</b> i) diagnostic détaillé et exhaustif de la situation actuelle des industries culturelles en Tunisie ; ii) évaluation de leur contribution à la dynamique économique et sociale ; iii) identification du potentiel du secteur ; iv) stratégie nationale de développement des industries culturelles ; et v) plan d'action pour sa mise en œuvre.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,03 million d'UC).</p>	0,30		0,27
<b>MULTISECTEUR</b>				
Botswana	<p><i>Agence d'évaluation et de privatisation des entreprises publiques (PEEPA)</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer les capacités de l'Agence d'évaluation et de privatisation des entreprises publiques (PEEPA) et aider à accélérer le programme de privatisation afin de diversifier l'économie.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) approbation de la stratégie de participation du secteur privé à la société d'électricité du Botswana (BPC) au plus tard en décembre 2011, et achèvement de la participation du secteur privé à l'entretien des bâtiments gouvernementaux au plus tard en mars 2012 ; ii) renforcement des compétences en matière de privatisation ; et iii) les transactions futures débouchent sur la participation des citoyens.</p> <p><b>Cofinancier :</b> PEEPA (0,03 million d'UC).</p>	0,63		0,60

## Profils des projets et programmes approuvés par la BAD en 2010 – Secteur public (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>MULTISECTEUR</b>				
Libye	<p><i>Assistance technique pour le développement des petites et moyennes entreprises</i></p> <p><b>Objectif</b> : renforcer les capacités institutionnelles et humaines en Libye en matière de formation et de perfectionnement dans le domaine des PME et de l'entrepreneuriat, afin de contribuer à l'économie libyenne et à la durabilité de la croissance.</p> <p><b>Résultats attendus</b> : i) meilleure compréhension, par les secteurs tant public que privé, des besoins, possibilités et défis du développement des PME en Libye ; ii) amélioration des capacités et du leadership d'entreprise chez les PME libyennes ; et ii) renforcement de la capacité de l'Académie des études supérieures à appuyer les entrepreneurs.</p> <p><b>Cofinancier</b> : Académie des études supérieures (AGS) (0,19 million d'UC).</p>	0,77		0,58
Maroc	<p><i>Don PRI – Appui au renforcement de la supervision et du contrôle des marchés financiers</i></p> <p><b>Objectif</b> : renforcer la gouvernance du marché des capitaux, par la fourniture d'une assistance et le renforcement des capacités de l'organe de régulation (CDVM).</p> <p><b>Résultats attendus</b> : i) gestion efficace du système d'information par CDVM ; ii) renforcement du rôle de CDVM dans le développement des marchés nationaux ; et iii) amélioration de la supervision et du contrôle des marchés financiers.</p> <p><b>Cofinanciers</b> : État (CDVM) (0,081 million d'UC).</p>	0,56		0,48
Maroc	<p><i>Programme d'appui à la réforme de l'administration publique - Phase IV (PARAP IV)</i></p> <p><b>Objectifs</b> : améliorer l'efficacité de l'État en matière de gestion budgétaire et des ressources humaines ; consolider et maîtriser la masse salariale de la fonction publique ; et rationaliser les procédures administratives par le développement de l'administration électronique.</p> <p><b>Résultats attendus</b> : i) réduction du déficit budgétaire de 2,3 % du PIB en 2009 à 2 % en 2011 ; ii) baisse du ratio actuel dépenses/PIB de 21,2 % en 2009 à 20,7 % en 2011 ; iii) généralisation des outils GPEEC (planification de la gestion des emplois, du personnel et des compétences) au sein des ministères pour le processus de gestion des ressources humaines en 2011 ; iv) stabilisation, en 2011, du ratio masse salariale/PIB à son niveau de 2009 (10,3 %) ; et v) augmentation du nombre de services publics disponibles en ligne de 10 en 2009 à 13 en 2011.</p> <p><b>Cofinanciers</b> : Banque mondiale (61,91 millions d'UC) ; Union européenne (61,32 millions d'UC).</p>	207,23	84,00	
Maurice	<p><i>Don PRI à l'appui du programme CPSE</i></p> <p><b>Objectifs</b> : consolider la réforme budgétaire, renforcer les services sociaux publics et améliorer la compétitivité commerciale.</p> <p><b>Résultats attendus</b> : i) alignement du budget ministériel 2011 sur les exigences de la budgétisation base-programme (BBP), et réduction de 10 % des dépenses récurrentes de 2009 à décembre 2011 ; ii) augmentation de 38 à au moins 60 % du nombre de projets d'investissement conformes aux directives et exigences du Comité de planification de projets (CPP) entre 2009 et décembre 2011 ; et iii) amélioration de la compétitivité commerciale : le ministère des Finances et de l'Économie intègre la stratégie pour les TIC dans le budget sectoriel selon des exigences BBP.</p> <p><b>Cofinancier</b> : État (0,01 million d'UC).</p>			
Swaziland	<p><i>Étude sur la diversification de l'économie</i></p> <p><b>Objectif</b> : identifier le potentiel et les défis de l'élargissement de la base économique du Swaziland, et de l'amélioration de la compétitivité des exportations traditionnelles et émergentes vers les marchés traditionnels et nouveaux.</p> <p><b>Produits attendus</b> : i) rapport initial définissant l'approche et la méthodologie adoptées pour l'étude ; ii) rapports mensuels au secrétaire général et à la BAD ; iii) projets de rapport pour discussion avec les parties prenantes/clients à l'occasion d'ateliers de consultation ; et iv) rapport final définissant les secteurs et produits/biens pour lesquels le pays jouit d'un avantage comparatif sur le plan régional et international.</p> <p><b>Cofinancier</b> : État (0,2 million d'UC).</p>	0,32		0,30

## Profils des projets et programmes approuvés par la BAD en 2010 – Secteur public (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
Tunisie	<p><i>Étude d'évaluation du système de microcrédit de la BTS</i></p> <p><b>Objectif :</b> étudier la performance sociale, financière et économique du système de microcrédit géré par la BTS et établi dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et de l'intégration socioéconomique des groupes défavorisés, par la création de revenus.</p> <p><b>Produits attendus :</b> i) rapport présentant le diagnostic et les recommandations relatives à l'amélioration de la performance sociale du système de microcrédit, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et de l'intégration socioéconomique des populations défavorisées ; et ii) rapport final contenant les résultats du diagnostic et les recommandations.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,01 million d'UC).</p>	0,15		0,14
<b>SOCIAL</b>				
Botswana	<p><i>Appui à la qualité de l'éducation et à l'enseignement et la formation techniques et professionnels (SEQTVET)</i></p> <p><b>Objectif :</b> aider à améliorer les programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels et développer un système intégré étroitement lié à l'enseignement général.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici 2012 : i) augmentation du taux de scolarisation dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (TVET) ; et ii) augmentation respective du nombre d'enseignants formés et qualifiés de la DTJET (direction de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels) de 35 % et 10 %.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,03 million d'UC).</p>	0,63		0,60
Égypte	<p><i>Amélioration du revenu et de la situation économique en milieu rural (RIEEP)</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer les moyens d'existence socioéconomiques des petits exploitants agricoles économiquement actifs en milieu rural, et engagés dans la production, le traitement et la commercialisation de certains produits agricoles.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) accroissement du nombre de ménages ayant enregistré une amélioration durable de leur revenu et de leurs conditions de vie dans les gouvernorats pilotes (Minya, Assuit et Sohag), comme en témoigne la diminution du nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême au sein de la population locale ; ii) création d'au moins 60 500 emplois directs, dont 40 % pour les femmes ; iii) accroissement de la part de l'agro-industrie dans le portefeuille de prêts des intermédiaires financiers partenaires (IFP) de 4,2 % à 6 % ; iv) augmentation du volume de commercialisation des produits ciblés (horticoles et laitiers) ; et v) réduction des pertes après récolte.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> FAPA (0,64 million d'UC) ; État (0,68 million d'UC).</p>	46,57	44,65	0,60
Égypte	<p><i>Appui au programme national de remplacement de taxis axé sur la création d'emplois</i></p> <p><b>Objectif :</b> protéger les emplois et accroître les revenus de propriétaires/chauffeurs de taxi dont les véhicules sont âgés de plus de 20 ans, en leur donnant accès à des crédits commerciaux et de nouveaux taxis plus respectueux de l'environnement.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) préservation de 21 250 emplois de propriétaires/chauffeurs de taxi ; ii) en moyenne, augmentation du revenu des propriétaires de nouveaux taxis, y compris des femmes, de 40 %, et du revenu des chauffeurs de taxi de 100 % ; iii) création d'au moins 11 500 emplois nouveaux ; et iv) réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 0,3 tonne sur 1,2 tonne (soit 25 %).</p> <p><b>Cofinanciers :</b> Nasser Social Bank (NSB) (66,27 millions d'UC) ; État (12,41 millions d'UC).</p>	177,59	98,31	0,60
Gabon	<p><i>Renforcement de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNMGAS)</i></p> <p><b>Objectif :</b> identifier et spécifier les améliorations et les nouveaux systèmes nécessaires pour renforcer la capacité de gestion de la CNAMGS et former son personnel.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) inscription de 600 000 citoyens gabonais économiquement défavorisés à la date du 30 juin 2011, dont 52 % de femmes ; ii) couverture d'au moins 480 000 employés et bénéficiaires à la date 30 juin 2011 ; iii) couverture d'au moins 400 000 employés du secteur privé à la fin de 2011 ; iv) disponibilité de la carte épidémiologique du Gabon au plus tard en décembre 2011 ; v) accord sur le taux de couverture par type de maladie répandue ; vi) augmentation du nombre de services hospitaliers agréés de 15 en 2010 à 25 en 2012 ; et vii) délai maximum de traitement des dossiers établi à 15 jours pour les factures pharmaceutiques et à 30 jours pour les factures d'hôpital.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,33 million d'UC).</p>	0,83		0,50

## Profils des projets et programmes approuvés par la BAD en 2010 – Secteur public (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>TRANSPORT</b>				
Maroc	<p><i>Augmentation de la capacité de l'axe ferroviaire Tanger-Marrakech</i></p> <p><b>Objectif :</b> répondre à la demande de transport de voyageurs et de marchandises, par l'augmentation de la capacité des liaisons ferroviaires Kenitra-Casablanca et Casablanca-Marrakech.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> amélioration notable des conditions de transport des voyageurs et des marchandises et de la sécurité sur l'axe ferroviaire Tanger-Kenitra-Casablanca-Marrakech.</p> <p><b>Cofinancier :</b> ONCF (117,73 millions d'UC).</p>	373,30	255,57	
Maroc	<p><i>Étude sur le diagnostic et l'élaboration d'un programme de confortement et de réparation des ouvrages de protection de sept ports</i></p> <p><b>Objectif :</b> déterminer les options optimales de confortement des ouvrages de protection de 7 ports (Nador, Safi, Al Hoceima, Tanger, Casablanca, Mohammedia, et Agadir) et élaborer les dossiers d'appel d'offres pour les travaux de confortement et de réparation nécessaires.</p> <p><b>Produits attendus :</b> disponibilité des documents finals relatifs aux études techniques détaillées et à l'appel d'offres concernant les 7 ports en décembre 2010, en vue de la programmation du prêt de la BAD en 2010-2011.</p> <p><b>Cofinancier :</b> Agence nationale des ports (ANP) (0,71 million d'UC).</p>	1,31		0,60
Namibie	<p><i>Études de faisabilité, avant-projet et plans directeurs pour les aéroports de Namibie</i></p> <p><b>Objectif :</b> élaborer des plans directeurs et études techniques destinés à améliorer l'efficacité et la capacité opérationnelles, et optimiser l'utilisation des sols en respectant strictement les normes et réglementations environnementales, y compris le changement climatique et la dimension sociale.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) achèvement et présentation des plans directeurs finals pour l'environnement et l'utilisation des sols ; et ii) achèvement et présentation de l'étude de faisabilité et des études techniques prêtes à être mises en œuvre pour HKIA (Hosea Kutako International Airport).</p> <p><b>Cofinanciers :</b> État/Namibia Airports Company (NAC) (0,03 million d'UC).</p>	0,62		0,59
Tunisie	<p><i>Sixième projet routier</i></p> <p><b>Objectifs :</b> relever le niveau de service du réseau routier classé et améliorer l'accès aux zones rurales, en vue d'intensifier le commerce intra et interrégional ; améliorer l'accès à des pôles de développement essentiels du pays et désenclaver des zones de production agricole en les reliant au réseau classé.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation du pourcentage de routes de plus de 7 m de large de 61 % (8 790 km) en 2009 à 69,2 % (10 162 km) en 2015 ; ii) augmentation de 9,5 % (1 332 km) de la longueur des routes revêtues en 2015 ; et iii) augmentation de la longueur des routes de desserte revêtues de 50 % (2 059 km) à la fin de 2011 à 70 % (8 826 km) d'ici à la fin 2016.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (84,66 millions d'UC).</p>	282,98	198,32	
<b>OPÉRATIONS D'URGENCE ET DE SECOURS</b>				
Niger	<p><i>Aide humanitaire d'urgence aux populations victimes de la sécheresse</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer la production agricole et la sécurité alimentaire.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> accroître l'autosuffisance alimentaire de 50 000 ménages, à partir d'un taux d'autosuffisance de 40 % en 2008.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.		0,68
Soudan	<p><i>Aide d'urgence pour atténuer l'impact des inondations sur les écoles de l'État de Khartoum</i></p> <p><b>Objectif :</b> répondre aux besoins urgents et immédiats des victimes des inondations, en particulier les écoliers des zones les plus pauvres de l'État.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> préservation du taux de scolarisation actuel (90 %), et augmentation éventuelle du taux grâce à la réhabilitation des installations scolaires.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.		0,68

## Profils des projets et programmes approuvés par la BAD en 2010 – Secteur public (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>OPÉRATIONS D'URGENCE ET DE SECOURS</b>				
Tchad	<i>Aide humanitaire d'urgence aux populations victimes de la sécheresse</i> <b>Objectif :</b> contribuer à la fourniture de semences pour atténuer les souffrances des victimes de la sécheresse. <b>Produits attendus :</b> près de 39 500 familles reçoivent 396 tonnes de semences pour cultiver plus de 59 400 hectares. <b>Cofinancier :</b> néant.	s.o.		0,68
Zambie	<i>Aide alimentaire d'urgence aux communautés victimes des inondations de 2009/2010</i> <b>Objectif :</b> répondre aux besoins immédiats des victimes des inondations dans les provinces touchées, en vue d'aider les pouvoirs publics à atténuer les souffrances de 185 406 ménages. <b>Résultats attendus :</b> d'ici à la fin de 2011, i) réduction du risque de famine et du risque d'effondrement du système de production végétale ; et ii) autosuffisance alimentaire pour tous les ménages touchés par les inondations qui ont été ciblés. <b>Cofinancier :</b> néant.	s.o.		0,66
Zimbabwe	<i>Aide d'urgence à l'appui des efforts de prévention et de lutte contre les épidémies de choléra</i> <b>Objectif :</b> renforcer la stratégie nationale de préparation pour la lutte contre les poussées de choléra et la réduction des risques d'épidémie de choléra. <b>Résultats attendus :</b> i) réduction de l'incidence du choléra de 100 000 en 2009 à 1 000 d'ici à 2011 ; et ii) réduction du taux de mortalité de 4,3 % à moins de 1 % d'ici à 2011. <b>Cofinancier :</b> néant.	s.o.		0,65
<b>AUTRES APPROBATIONS</b>				
Congo	<i>Concours PPTÉ – Point d'achèvement au titre du cadre renforcé</i> <b>Objectif :</b> ramener la dette extérieure du Congo à des niveaux soutenables, et encourager l'utilisation des économies réalisées, au titre de l'allègement de la dette, pour la réduction de la pauvreté. <b>Résultats attendus :</b> i) la VAN du ratio dette / PIB devrait chuter de 44 % en 2008 à 27 % en 2013 et à 6 % en 2029 ; ii) la VAN du ratio dette / exportations devrait baisser de 67 % en 2008 à 34 % en 2013 et à 26 % en 2029 ; et iii) la VAN du ratio dette / recettes devrait diminuer de 86 % en 2008 à 52 % en 2013 et à 15 % en 2029. <b>Cofinancier :</b> FAD (1,71 million d'UC).	s.o.		25,89
Liberia	<i>Concours PPTÉ – Point d'achèvement au titre du cadre renforcé</i> <b>Objectif :</b> ramener le fardeau de la dette extérieure du Liberia à des niveaux soutenables et améliorer les indicateurs de la dette extérieure du pays, en vue d'encourager l'utilisation des économies réalisées, au titre de l'allègement de la dette, pour la réduction de la pauvreté. <b>Résultats attendus :</b> i) la VAN du ratio dette / exportations devrait chuter de 286,7 % à la fin-juin 2010 à une moyenne de 23,7 % sur une période de cinq ans allant jusqu'à la fin juin 2015, pour remonter légèrement à 25,4 % jusqu'à la fin juin 2020, surtout en raison de nouveaux emprunts; ii) la VAN du ratio dette / PIB devrait baisser de 175,2 % à la fin juin 2010 à une moyenne d'environ 13,7 % sur la période de cinq ans allant jusqu'à la fin juin 2015, avant de remonter légèrement à 14,2 % jusqu'en 2020; et iii) la VAN du ratio dette / recettes devrait diminuer de 596,2 % à la fin juin 2010 à une moyenne de 48,6 % sur les cinq années suivantes. <b>Cofinanciers :</b> FAD (5,35 millions d'UC) ; FSN (28,83 millions d'UC).	s.o.		118,25

## Profils des projets et programmes approuvés par la BAD en 2010 – Secteur privé

(en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL</b>				
Mali	<p><i>Projet sucrier de Markala</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître la production et l'exportation de sucre du Mali, afin de relancer l'économie et de créer des emplois.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> à l'horizon 2020, i) production de 190 000 tonnes de sucre supplémentaires, 15 millions de litres d'éthanol et 30 MW d'électricité ; ii) exportation de 52 000 tonnes de sucre ; et iii) création de 858 emplois, dont 25 % pour les femmes.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> DEG (17,04 millions d'UC) ; FMO (17,04 millions d'UC) ; BOAD (9,78 millions d'UC) ; OFID (8,52 millions d'UC) ; BIDC (8,52 millions d'UC) ; BDM (3,24 millions d'UC) ; autres (15,33 millions d'UC).</p>	105,04	25,56	
<b>COMMUNICATION</b>				
Multinational	<p><i>Satellite O3B</i></p> <p><b>Objectif :</b> concevoir, fabriquer, lancer et exploiter une constellation de 8 satellites en orbite moyenne.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) fourniture de 21 faisceaux au-dessus de l'Afrique ; ii) prix de la bande passante inférieur à 2 000 USD/MHz-mois (contre 3 500 USD/MHz-mois à l'heure actuelle) ; et iii) période de latence inférieure à 150 ms (contre 500 ms à l'heure actuelle).</p> <p><b>Cofinanciers :</b> IFD (109,24 millions d'UC) ; banques commerciales (325,15 millions d'UC).</p>	466,52	32,13	
<b>ÉNERGIE</b>				
Cameroun	<p><i>Centrale électrique de Dibamba</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître la sécurité de l'alimentation en électricité et réduire les pannes d'électricité.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation de la capacité de production d'électricité de 86 MW en 2010 ; ii) augmentation du nombre de nouveaux abonnés ; iii) augmentation du nombre de ménages desservis en électricité de 75 411 ; iv) réduction de 80 % des pannes d'électricité en 2010.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> SFI (22,82 millions d'UC) ; FMO (22,82 millions d'UC).</p>	68,72	23,08	
Cap-Vert	<p><i>Énergie éolienne de Cabeólica</i></p> <p><b>Objectif :</b> fournir une énergie électrique propre et abordable grâce au potentiel éolien du pays, afin de remplacer le fuel utilisé pour la production d'électricité.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) vente de 92 GWh en 2013 ; ii) utilisation accrue de sources d'énergie renouvelable, qui devraient représenter 30 % à l'horizon 2013 ; iii) réduction de la volatilité des coûts de production d'électricité pour Electra ; et iv) augmentation des recettes pour l'État et Electra.</p> <p><b>Cofinancier :</b> BEI (26,36 millions d'UC).</p>	39,54	13,18	
Tunisie	<p><i>Entreprise tunisienne d'activités pétrolières (ETAP) – Mise en valeur du champ pétrolière et gazière Hasdrubal</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître la capacité de production pétrolière et gazière en Tunisie, grâce à la mise en valeur du champ pétrolière off-shore Hasdrubal.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation de la production pétrolière et gazière du pays par l'exploitation de la concession Hasdrubal d'ici à 2011 (gaz naturel : 880 millions de mètres cubes ; gaz de pétrole liquéfié : 1,6 milliard de barils ; pétrole : 3,5 millions de barils) ; ii) augmentation des recettes de l'État liées au pétrole et au gaz de 720 millions d'USD (valeur nominale) de 2010 à 2014 ; iii) amélioration de la balance des paiements ; et iv) création de 1 200 emplois temporaires et de 90 emplois permanents.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> British Gas Tunisie Ltd (BGT) (429,99 millions d'UC) ; banques locales (163,12 millions d'UC).</p>	690,98	97,87	

## Profils des projets et programmes approuvés par la BAD en 2010 – Secteur privé

(en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>FINANCE</b>				
Afrique du Sud	<p><i>Ligne de crédit à l'Industrial Development Corporation of South Africa (IDC)</i></p> <p><b>Objectif</b> : améliorer les fondamentaux macroéconomiques de l'IDC, afin d'accroître la disponibilité de financement privé pour des projets viables dans le domaine de la production.</p> <p><b>Résultats attendus</b> : d'ici 2020, i) les sous-projets génèrent des exportations supplémentaires d'un montant de 140 millions d'USD par an ; ii) les sous-projets génèrent des recettes (impôts, etc.) supplémentaires d'un montant de 75 millions d'USD par an ; et iii) les sous-projets créent 6 920 nouveaux emplois à temps plein.</p> <p><b>Cofinancier</b> : néant.</p>	s.o.	132,35	
Nigeria	<p><i>Guaranty Trust Bank PLC</i></p> <p><b>Objectif</b> : accroître la liquidité disponible pour appuyer le financement de projets en cours dans des secteurs clés et renforcer la capacité de production.</p> <p><b>Résultats attendus</b> : i) disponibilité de crédit/liquidité abordable pour des projets importants au Nigeria (13 projets dans sept secteurs d'ici à 2015) ; et ii) accroître la capacité de production des entités bénéficiaires.</p> <p><b>Cofinancier</b> : néant.</p>	s.o.	67,83	
Rwanda	<p><i>Banque de Kigali (BK)</i></p> <p><b>Objectif</b> : renforcer le bilan en rendant disponible des fonds propres de la catégorie 2 pour rétrocession aux clients de la BK.</p> <p><b>Résultats attendus</b> : i) décaissement de la totalité de la facilité en faveur d'au moins 20 sous-projets admissibles dans le secteur manufacturier, l'agriculture et le développement rural, l'infrastructure, le tourisme, et le sous-secteur des PME, en l'espace de deux ans ; ii) financement additionnel de 20 millions d'USD à mobiliser grâce aux fonds propres de la BK pour des sous-projets au Rwanda d'ici à 2017 ; iii) financement additionnel de 10 millions d'UC à mobiliser pour des sous-projets au Rwanda dans le cadre de cofinancements d'ici à 2017 ; et iv) ouverture de 10 nouvelles agences.</p> <p><b>Cofinancier</b> : néant.</p>	s.o.	7,63	
Rwanda	<p><i>Banque rwandaise de développement (BRD)</i></p> <p><b>Objectif</b> : renforcer la banque et accroître la disponibilité de financement à long terme pour des projets en cours et des projets nouvellement identifiés dans des secteurs clés.</p> <p><b>Résultats attendus</b> : i) décaissement de fonds pour au moins 15 projets d'ici à 2013 et 31 projets d'ici à 2015 ; ii) au moins 26 % des fonds décaissés sont accordés au secteur agricole et 30 % aux industries à vocation exportatrice ; et iii) réduction des prêts improductifs à moins de 10 % d'ici à 2011 et 7 % d'ici à 2015.</p> <p><b>Cofinancier</b> : néant.</p>	s.o.	5,09	
Multinational	<p><i>Banque africaine d'import-export (Afreximbank)</i></p> <p><b>Objectif</b> : fournir un financement adéquat et abordable à des projets du secteur du commerce ou projets liés au commerce</p> <p><b>Résultats attendus</b> : i) près de 65 nouvelles transactions de financement du commerce financées sur les cinq années à venir ; ii) création de 660 nouveaux emplois permanents ; iii) au moins 1,7 milliard d'USD engagés d'ici à 2015 ; iv) Afrximbank maintient le bas niveau actuel des prêts improductifs autour de 1 %</p> <p><b>Cofinancier</b> : néant.</p>	s.o.	101,43	

## Profils des projets et programmes approuvés par la BAD en 2010 – Secteur privé

(en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>INDUSTRIE, MINES ET CARRIÈRES</b>				
Égypte	<p><i>Egyptian Refining Company (ERC)</i></p> <p><b>Objectif :</b> contribuer à la réduction de la dépendance du pays vis-à-vis des importations de produits pétroliers raffinés et promouvoir la transformation des produits locaux.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) amélioration de l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés pour la consommation locale (5 tonnes de produits raffinés vendus en 2015) ; ii) augmentation des possibilités d'emploi pour les ressortissants du pays (création de 8 000 emplois durant la phase de construction, et de 790 emplois permanents à partir de 2015) ; et iii) augmentation des recettes de l'État (impôts et dividendes) et réduction du déficit public lié aux dépenses afférentes aux subventions (une moyenne de 88 millions d'USD d'impôts sur les sociétés par an à partir de 2015, et une moyenne de 36 millions d'USD de dividendes par an à partir de 2015).</p> <p><b>Cofinanciers :</b> Kexim (456,75 millions d'UC) ; BEI (277,96 millions d'UC) ; JBIC (352,35 millions d'UC) ; Nexim (234,90 millions d'UC) ; Mitsui (131,50 millions d'UC).</p>	2 313,75	146,81	
<b>INDUSTRIE, MINES ET CARRIÈRES</b>				
Ghana	<p><i>Augmentation du prêt à Kempinski Accra Hotel</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroissement de la capacité et de la qualité de l'industrie hôtelière, grâce au développement de la main-d'œuvre et des PME, en vue de stimuler l'intérêt pour le Ghana en tant que destination commerciale.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation des recettes de l'État sous forme d'impôts et de dividendes (valeur actualisée d'environ 8,5 millions d'USD d'impôts et de dividendes) ; ii) augmentation des possibilités d'emplois pour les ressortissants du pays durant les phases de construction et d'exploitation (500 emplois pour la construction et 352 emplois à temps plein pour l'exploitation), dont 30 % pour les femmes ; iii) augmentation du nombre d'hôtels 5 étoiles construits (de deux à cinq) en l'espace de 6 ans ; et iv) augmentation des services de restauration des hôtels sous-traités à des PME locales.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	1,32	
Rwanda	<p><i>Cimenterie du Rwanda (CIMERWA)</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître la production locale de ciment, en vue d'appuyer les secteurs de l'infrastructure, de la construction de locaux commerciaux et de la construction de logements au Rwanda.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici à 2015, i) la VAN des impôts payés à l'État atteint 10 millions d'USD ; ii) baisse de la part des importations dans la consommation nationale de ciment, de 60 % en 2008 à moins de 5 % ; iii) hausse des exportations (92 000 tonnes de ciment exportées par an) ; iv) création de 500 emplois directs durant la phase de construction et de 285 emplois durant la phase d'exploitation, dont 15 % pour les femmes ; et v) baisse du prix du ciment de 25 % par an.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> KCB (16,06 millions d'UC) ; Banque de la ZEP (13,75 millions d'UC).</p>	49,09	19,28	
<b>TRANSPORT</b>				
Afrique du Sud	<p><i>Transnet Limited</i></p> <p><b>Objectif :</b> permettre à la société Transnet Limited d'accroître sa capacité de fret par la réhabilitation, la mise à niveau et l'extension de son infrastructure de transport, en vue d'améliorer l'efficacité et la compétitivité de l'Afrique du Sud.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) hausse de la capacité du rail de 177 tpa en 2010 à 249 tpa en 2015 ; ii) augmentation de 21 % des exportations de charbon de 15 465 en 2010 à 19 739 (milliers de GTK/locomotive/m) en 2015 ; et iii) augmentation de 35 % des exportations de fer de 37 451 en 2010 à 57 945 (milliers de GTK/locomotive/m) en 2015.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	271,31	

## Profils des projets et programmes approuvés par la BAD en 2010 – Secteur privé

(en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>TRANSPORT</b>				
Sénégal	<p><i>Aéroport international Blaise Diagne</i></p> <p><b>Objectif :</b> construire un aéroport moderne qui permettra à Dakar de faire face à l'augmentation croissante du trafic aérien.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation de l'efficacité et de la compétitivité de l'aéroport principal de Dakar ; ii) amélioration du cadre de vie de la population et des familles riveraines de l'ancien aéroport : baisse de 95 décibels dans les environs de l'aéroport actuel après sa fermeture ; iii) augmentation du nombre de compagnies aériennes desservant Dakar ; et iv) création d'une plaque-tournante régionale de transport aérien.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> AFD (59,63 millions d'UC) ; BOAD (19,59 millions d'UC) ; IDC (42,59 millions d'UC) ; OFID (17,04 millions d'UC) ; BIsD (59,63 millions d'UC) ; Fonds saoudien (64,74 millions d'UC).</p>	322,85	59,63	
Sénégal	<p><i>Autoroute à péage de Dakar</i></p> <p><b>Objectif :</b> construire une autoroute rapide et sûre entre Dakar et Diamniadio, porte ouverte vers un nouveau pôle économique.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) réduction de la durée moyenne du trajet entre Dakar et Diamniadio de 120 minutes à 45 minutes ; ii) baisse du pourcentage d'opérateurs économiques estimant que le transport vers Dakar est un obstacle majeur de 35 % en 2008 à 10 % en 2014 ; et iii) amélioration du cadre de vie de la population et des familles.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> État (107,87 millions d'UC) ; SFI (18,25 millions d'UC) ; BOAD (19,08 millions d'UC) ; CBAO (4,98 millions d'UC).</p>	161,38	11,20	
<b>AUTRES APPROBATIONS</b>				
Côte d'Ivoire	<p><i>Participation au capital de MicroCred Côte d'Ivoire</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître la fourniture de crédit aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et améliorer le niveau de vie des couches les plus défavorisées de la population.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici à 2015, i) création de 19 agences et enregistrement de 77 539 emprunteurs actifs (dont 42 100 femmes) ; ii) distribution de 112 millions d'euros à des MPME et collecte d'une épargne de 69 millions d'euros auprès de 160 288 épargnants ; et iii) augmentation de la moyenne des prêts accordés aux VSE/PME d'au moins 25 % par rapport à 2010.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	0,97	
Multinational	<p><i>Participation au capital d'Argan Infrastructure Fund</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître la participation du secteur privé aux projets d'infrastructure, grâce à l'effet de levier de l'investissement des capitaux propres du fonds.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) montant du financement global mobilisé auprès du secteur privé pour le développement de l'infrastructure : 2,5 milliards d'euros d'ici à 2015 ; et ii) création de 1 500 emplois à temps plein d'ici à 2015.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	13,48	
Multinational	<p><i>Participation au capital d'Helios Investors II Fund</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître l'investissement dans des entreprises choisies en Afrique et créer des champions régionaux grâce aux transactions des plateformes.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici à 2019, i) accès accru des entreprises au capital ; augmentation du chiffre d'affaires et des bénéfices : les fonds propres mobilisés auprès d'autres sources atteignent 250 millions d'USD ; ii) les sociétés de portefeuille deviennent des sociétés régionales à part entière (couvrent plus deux pays) ; iii) accès accru des ménages et des entreprises à l'électricité et aux télécommunications ; et iv) les recettes de l'État tirées des sociétés de portefeuille atteignent 294 millions d'USD.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	19,76	

## Profils des projets et programmes approuvés par la BAD en 2010 – Secteur privé

(en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>AUTRES APPROBATIONS</b>				
Multinational	<p><i>Participation au capital de GEF Africa Forestry Fund</i></p> <p><b>Objectif :</b> développer les entreprises privées actives dans les secteurs de la foresterie, des ressources naturelles et de la fabrication.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation du nombre d'entreprises privées commercialement viables en Afrique (TRI : 12,9 %) ; ii) création de 9 950 emplois, dont 30 % pour les femmes ; et iii) séquestration de 4,5 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an, après la période d'engagement.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	12,85	
Multinational	<p><i>Participation au capital de New Africa Mining Fund II (NAMF II)</i></p> <p><b>Objectif :</b> fournir un financement pour des activités d'exploration et des activités préalables à la mise en valeur de la part de petites sociétés minières et d'entreprises intermédiaires.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) 1 200 millions d'USD (VAN) pour les entreprises locales durant la phase de construction ; ii) création de 330 emplois durant la phase d'exploration, 20 400 emplois durant la phase de construction et 11 700 emplois durant la phase de production ; part des femmes dans les emplois : 15 % ; et ii) 900 millions d'USD (VAN) de recettes pour l'État sous forme de redevances, impôts et intérêts différés.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	16,90	
Multinational	<p><i>Participation au capital de Summit Development Group Fund (SDG)</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer la capacité des institutions financières (IF) bénéficiaires de l'investissement de SDG à appuyer les PME.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation du financement accordé aux IF bénéficiaires : 116 millions d'USD de fonds propres investis dans les IF et 278 millions d'USD mobilisés sous forme de prêts pour les IF sur une période de 10 ans ; ii) amélioration de la performance des IF bénéficiaires : hausse de 15 % pour le bénéficiaire et de 29 % pour l'actif sur une période de 10 ans ; iii) création de plus de 4 000 emplois à SDG et d'environ 1 million d'emplois par les PME (dont 40-50 % pour les femmes) ; iv) accès de 120 000 nouvelles PME au financement des IF bénéficiaires sur la durée de vie du Fonds ; et v) octroi de plus de 2 000 prêts hypothécaires et de 4 000 prêts de rénovation de logements à des particuliers mal desservis, par le passé, par les IF bénéficiaires sur la durée de vie du fonds.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	16,57	
Multinational	<p><i>Participation au capital du Fonds 8 Miles</i></p> <p><b>Objectif :</b> développer les entreprises privées engagées dans l'agro-industrie et les secteurs de la consommation et des services financiers en Afrique.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici à 2020, i) augmentation du nombre et bonne croissance d'entreprises privées commercialement viables dans les pays bénéficiaires de l'investissement : leur TRI atteint 25 % ; ii) création de 10 000 emplois ; iii) augmentation des recettes fiscales de 150 millions d'USD ; iv) augmentation de 100 % du volume des ventes ; et v) augmentation de 10 % du volume des recettes d'exportation.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	33,91	
Multinational	<p><i>Participation au capital du Fonds africain de capitalisation (ACF)</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer systématiquement les banques importantes et améliorer leur capacité d'intermédiation financière.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) réduction du taux de défaillance bancaire ; ii) augmentation de 5 % du volume de prêts (par rapport à l'année de référence) ; ii) amélioration de la performance financière : la totalité des banques atteignent les objectifs ex ante de la SFI ; et iii) création de 5 % d'emplois supplémentaires par rapport au niveau de référence.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	32,93	

## Profils des projets et programmes approuvés par la BAD en 2010 – Secteur privé

(en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>AUTRES APPROBATIONS</b>				
Multinational	<p><i>Participation au capital du Fonds africain de garantie (AGF) pour les petites et moyennes entreprises</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître de manière constante la disponibilité de financement à court et long terme que les institutions financières (IF) accordent au secteur des PME.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) un nombre croissant (30) d'institutions financières améliorent leurs prêts au secteur des PME ; ii) taux de croissance de 20 % pour le volume de prêts à court et plus long terme accordés aux PME ; iii) 30 IF offrent des services complets aux PME des pays d'intervention ; iv) 20 % des emplois créés profitent aux femmes et 20 % aux jeunes ; et v) au moins 1 000 PME appartiennent à des femmes ou des jeunes.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	6,43	
Multinational	<p><i>Participation au capital du Fonds africain de l'agriculture</i></p> <p><b>Objectif :</b> développer les entreprises et les PME engagées dans l'agro-industrie en Afrique.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation du nombre d'entreprises et de PME commercialement viables en Afrique ; ii) renforcement de la résilience macroéconomique des entreprises agro-industrielles ; et iii) augmentation des recettes de l'État.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	26,47	
Multinational	<p><i>Participation au capital du Fonds Catalyst</i></p> <p><b>Objectif :</b> développer les entreprises privées actives dans les biens de consommation, l'industrie et le secteur des services des pays cibles.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici à 2015, i) augmentation du nombre et de la croissance d'entreprises privées commercialement viables dans les pays bénéficiaires de l'investissement ; ii) création de 1 000 nouveaux emplois, dont 40 % pour les femmes ; iii) augmentation de 25 % des recettes fiscales générées par les entreprises bénéficiaires ; iv) hausse de 25 % des ventes réalisées par les entreprises bénéficiaires ; et v) hausse de 10 % des exportations des entreprises bénéficiaires.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	26,47	

Source : Département de la statistique de la BAD.

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL</b>				
Liberia	<p><i>Projet de réhabilitation du secteur agricole</i></p> <p><b>Objectif</b> : accroître le revenu des petits exploitants agricoles et des entrepreneurs ruraux (y compris les femmes) de manière durable, afin de contribuer à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté.</p> <p><b>Résultats attendus</b> : i) d'ici à 2018, augmentation annuelle de 10 % pour la production locale de riz, et de 1,2 % pour le manioc ; ii) d'ici à 2015, augmentation du revenu annuel des ménages d'exploitants de riz et de manioc, de 350 USD à 1 730 USD, dans la zone du projet ; et iii) amélioration de l'emploi : 453 800 personnes-jours d'ici à 2012 et 498 800 personnes-jours d'ici à 2015.</p> <p><b>Cofinanciers</b> : FIDA (3,40 millions d'UC) ; État (1,70 million d'UC) ; bénéficiaires (0,70 million d'UC).</p>	11,80		6,00
Mali	<p><i>Projet sucrier de Markala – Composante agricole</i></p> <p><b>Objectif</b> : assurer une augmentation durable du revenu des acteurs du secteur sucrier, en vue de contribuer à une croissance économique équitable et durable du pays.</p> <p><b>Résultats attendus</b> : i) hausse du revenu des exploitants agricoles de 2009 à 2014 comme suit : de 49 500 FCFA/ha à 439 000 FCFA/ha pour la canne à sucre, à 340 000 FCFA pour le riz, et à plus de 1 200 000 FCFA pour la tomate et l'oignon ; et ii) création de 8 000 emplois directs d'ici la fin de 2014.</p> <p><b>Cofinancier</b> : BIsD (14,28 millions d'UC) ; FKDEA (11,53 millions d'UC) ; SFD (11,12 millions d'UC) ; Kexim (14,60 millions d'UC) ; OFID (10,90 millions d'UC) ; BOAD (15,18 millions d'UC) ; BIDC (13,50 millions d'UC) ; État (55,94 millions d'UC).</p>	176,02	28,97	
Rwanda	<p><i>Préparation du Programme d'appui aux infrastructures d'élevage (PPF)</i></p> <p><b>Objectif</b> : évaluer les besoins en eau des fermes d'élevage, mener les enquêtes et études nécessaires, établir les études techniques détaillées pour les 72 abreuvoirs et les dossiers d'appel d'offres, en vue de faciliter la construction des ouvrages de génie civil et des ouvrages hydrauliques, et proposer un système de gestion pour l'exploitation et l'entretien des 72 abreuvoirs.</p> <p><b>Produits attendus</b> : i) rapports sur les besoins en eau du bétail dans les bassins laitiers de Gishwati et Umutara, sur les ressources en eau disponibles et sur une proposition visant le développement du système d'alimentation en eau pour les éleveurs ; ii) rapports sur les études préliminaires et les études techniques détaillées pour les 72 abreuvoirs et les dossiers d'appel d'offres pour les travaux de génie civil ; iii) proposition relative au système de gestion des 72 abreuvoirs ; et iv) rapport d'évaluation de l'impact environnemental et social pour les 72 abreuvoirs.</p> <p><b>Cofinancier</b> : néant.</p>	s.o.	0,50	
São Tomé et Principe	<p><i>Réhabilitation des infrastructures d'appui à la sécurité alimentaire</i></p> <p><b>Objectif</b> : améliorer la disponibilité des produits agricoles et de la pêche, grâce à la réhabilitation de l'infrastructure agricole, rurale et de la pêche artisanale.</p> <p><b>Résultats attendus</b> : i) hausse durable de la production de la pêche artisanale et des cultures irriguées ; ii) préservation et amélioration des produits agricoles et de la pêche ; iii) désenclavement des zones rurales ; et iv) renforcement des capacités institutionnelles et techniques des agences d'appui.</p> <p><b>Cofinanciers</b> : bénéficiaires (0,10 million d'UC) ; État (0,16 million d'UC).</p>	5,26		5,00

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>EAU ET ASSAINISSEMENT</b>				
Cameroun	<p><i>Alimentation en eau potable et assainissement en milieu rural</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans quatre régions du Cameroun (nord-ouest, sud-ouest, ouest et sud), en vue d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales du pays.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici à 2015 dans les quatre régions, i) augmentation de l'accès à l'eau potable de 33 % (taux actuel) à 60 %; ii) augmentation de l'accès aux services d'assainissement en milieu rural de la moyenne actuelle de 17 % à 22 %; iii) baisse de 30 % de la prévalence des maladies liées au manque d'eau potable et d'assainissement; et iv) adoption de latrines améliorées par 750 000 personnes, dont 40 % de femmes.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> IAEAR (4,70 millions d'UC); État (1,50 million d'UC); bénéficiaires (0,75 million d'UC).</p>	16,95	10,00	
Côte d'Ivoire	<p><i>Gestion intégrée du bassin versant du Gourou – phase d'urgence</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer et améliorer la sécurité du réseau d'assainissement d'Abidjan, améliorer les conditions socioéconomiques et sanitaires, et modifier le comportement de la population des quatre districts concernés.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici à 2013, i) réduction de la plaine inondable de l'intersection de 4 ha à 0,5 ha; ii) élaboration d'un programme d'investissement et de gestion à court, moyen et long terme; iii) amélioration des conditions socio-sanitaires de la population; iv) contribution positive au changement de comportement de la population en matière d'utilisation des sols, d'hygiène et d'assainissement; et v) création de 2 300 emplois, dont 1 000 pour des femmes.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> État (0,30 million d'UC).</p>	23,30		23,00
Kenya	<p><i>Programme de réhabilitation et de restauration des cours d'eau de Nairobi: amélioration de l'assainissement</i></p> <p><b>Objectif :</b> réhabiliter et renforcer la gestion des services d'assainissement de la ville de Nairobi dans le respect de l'environnement, afin d'améliorer la santé et la qualité de vie.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) amélioration du cadre de vie des populations riveraines des cours d'eau de Nairobi; et ii) augmentation de l'accès à l'assainissement à Nairobi de 40 % en 2009 à 59 % en 2014; iii) amélioration de la santé publique des populations riveraines des cours d'eau de Nairobi: réduction de l'incidence des maladies d'origine hydrique / diarrhéiques de 52 % en 2004 à 40 % en 2010, puis à 20 % en 2014.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (4,87 millions d'UC).</p>	39,87	35,00	
Liberia	<p><i>Alimentation en eau et assainissement en milieu urbain</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer l'accès à des services adéquats et fiables d'alimentation en eau potable et d'assainissement pour les populations de Monrovia, Buchanan, Kakata et Zwedru, de manière durable; renforcer les capacités institutionnelles, opérationnelles et de gestion; et assurer la viabilité institutionnelle et financière à long terme de la Liberia Water and Sewer Corporation (SLWSC).</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici à 2015, i) augmentation de l'accès à une alimentation adéquate en eau potable de 17 % en 2010 à 67 % à Monrovia; ii) augmentation de l'accès à une alimentation adéquate en eau potable de zéro % à 75 % à Buchanan et de 20 % à 75 % à Kakata et Zwedru; iii) réhabilitation de 50 % des toilettes publiques existantes à Monrovia, Buchanan, Kakata et Zwedru; iv) amélioration de la gestion, de l'exploitation et de l'entretien des services d'eau et d'assainissement dans les quatre villes; v) amélioration de la prise de conscience et des attitudes concernant l'assainissement, l'hygiène du milieu et l'hygiène corporelle chez les élèves et les populations résidentes; et vi) réduction de 50 % de l'incidence de la diarrhée.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.		25,20

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>EAU ET ASSAINISSEMENT</b>				
Mauritanie	<p><i>Alimentation en eau potable de la ville de Nouakchott Aftout Essahli</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître la couverture des besoins en eau potable des résidents de Nouakchott et des populations rurales voisines, en vue d'améliorer les conditions de vie.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation de la ration journalière par habitant de son niveau actuel de 40 litres à 73 litres/jour/habitant en 2020 ; ii) augmentation du nombre de branchements au réseau d'eau potable à Nouakchott de son niveau actuel de 35 % à 65 % en 2015 et 80 % en 2020 ; iii) desserte d'environ 1 million d'habitants par la station de traitement d'ici à 2020 ; création de plusieurs industries pétrolières (dont une raffinerie au moins) et industries de conservation du poisson, avec la garantie d'un approvisionnement en eau en quantités suffisantes.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.		3,59
Mozambique	<p><i>Programme national d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu rural (PRONASAR) dans les provinces de Nampula et Zambezia</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître l'accès durable à l'eau et l'assainissement, en vue d'améliorer le bien-être et de réduire la pauvreté en milieu rural.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici à 2015, i) élargissement de l'accès à l'eau potable à un nombre supplémentaire de 300 000 personnes, dont 50 % de femmes ; ii) accès aux services d'assainissement améliorés pour un nombre supplémentaire de 500 000 personnes, dont 50 % de femmes ; iii) sensibilisation de 500 000 personnes sur l'éducation à la santé et à l'hygiène, dont 55 % de femmes ; et iv) relèvement à 85 % du ratio services d'eau opérationnels / nombre total de services d'eau publics.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> IAEAR (5,29 millions d'UC) ; Pays-Bas (11,20 millions d'UC) ; DfID (5,70 millions d'UC) ; UNICEF (1,10 million d'UC) ; ACDI/Irlande (0,70 million d'UC) ; SDC (2 millions d'UC).</p>	31,26	5,27	
Sierra Leone	<p><i>Alimentation en eau et assainissement dans trois villes</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer l'accès à des services adéquats et durables d'eau potable et d'assainissement public dans les villes de Bo, Kenema et Makeni d'ici à 2015, et améliorer les capacités institutionnelles et techniques de la société SALWACO et d'autres prestataires de services d'eau et d'assainissement dans les trois villes.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation du nombre de personnes ayant accès à des services adéquats d'eau potable de 12 404 en 2010 à 372 131 en 2015 dans les trois villes, dont 51 % de femmes ; ii) réduction du nombre d'élèves par latrine de 500 en 2010 à 50 d'ici à 2015 ; iii) amélioration de la gestion, de l'exploitation et de l'entretien des services d'eau et d'assainissement dans les trois villes ; et iv) augmentation de 20 % du nombre de personnes ayant adopté des pratiques d'hygiène améliorées.</p> <p><b>Cofinancier :</b> OFID (12,85 millions d'UC).</p>	41,35	6,10	22,40
Tanzanie	<p><i>Programme d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural (phase II)</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer la capacité des districts à mettre en œuvre des programmes IAEAR axés sur la demande, et améliorer l'accès des collectivités rurales à des services d'eau potable et d'assainissement exploités et entretenus par des personnes compétentes.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation de l'accès à l'eau des collectivités rurales de 65 % en 2010 à 74 % d'ici à 2015 ; ii) augmentation de l'accès à l'assainissement amélioré de 50 % en 2010 à 80 % d'ici à 2015 ; et iii) nombre des comités ruraux de l'eau ayant 50 % de membres féminins en hausse, de 30 % en 2010 à 50 % d'ici à 2015.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> IAEAR (5,55 millions d'UC) ; IDA (50 millions d'UC) ; DfID (10 millions d'UC) ; État (15 millions d'UC) ; collectivités locales (5 millions d'UC) ; autres financiers (55 millions d'UC).</p>	200,00	59,00	

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>EAU ET ASSAINISSEMENT</b>				
Multinational	<p><i>Programme d'alimentation en eau et d'assainissement du bassin du lac Victoria – phase II</i></p> <p><b>Objectif :</b> contribuer à la réduction de la pollution déversée dans le lac, grâce à l'amélioration de l'infrastructure d'alimentation en eau et d'assainissement durables de 15 villes secondaires riveraines du lac Victoria.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) satisfaction de la demande d'eau potable des villes participantes : accès à l'eau potable de 85 % des ménages dans un rayon de 250 m d'ici à 2015 ; ii) réseaux et services d'alimentation en eau fiables ; iii) amélioration du taux de couverture des services d'assainissement ; iv) augmentation de 30 % du nombre de personnes ayant adopté des pratiques de bonne hygiène d'ici à 2015 ; v) augmentation de 60 % de la gestion des déchets solides d'ici à 2015 ; et vi) installation de toilettes dans 50 % des lieux publics.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (8,96 millions d'UC).</p>			75,43
<b>ÉNERGIE</b>				
Burkina Faso	<p><i>Renforcement des infrastructures électriques et électrification rurale</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer et étendre les réseaux de transport et de distribution, et préparer l'étude de faisabilité technique, économique, financière et environnementale du projet de renforcement et d'extension du réseau d'Ouagadougou, ainsi que de celle de la ligne à haute tension Zano-Koupela.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation de la couverture nationale du réseau : hausse des importations d'énergie hydroélectrique de 80 MWh en 2008 à 111 MWh d'ici à 2014, et augmentation du nombre de nouvelles localités électrifiées ; ii) réduction du taux de pertes techniques et commerciales, passant respectivement de 7 % en 2007 à 5 % d'ici à 2014 et de 0,49 % en 2007 à 0,2 % ; iii) réduction des coûts de production ; et iv) augmentation du taux d'électrification rurale de 3,5 % en 2007 à 36 % en 2015.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> Sonabel (7,43 millions d'UC) ; EDF (2,75 millions d'UC) ; État (0,29 million d'UC) ; clients (0,56 million d'UC).</p>	36,18		25,15
Cameroun	<p><i>Renforcement et extension des réseaux électriques de transport et de distribution</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer et étendre les réseaux de transport et de distribution d'énergie électrique vers de nouvelles localités et de nouveaux consommateurs, en vue d'améliorer l'accès de la population à une bonne alimentation en énergie électrique et d'aider à améliorer le cadre de développement social et économique du pays.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) extension de la couverture du pays par des réseaux à haute, moyenne et basse tension : 423 localités électrifiées d'ici à 2014 ; ii) réduction du taux de pertes techniques et commerciales, passant respectivement de 10,5 % en 2007 à 9 % en 2014, et de 7 % en 2007 à 5 % en 2014 ; et iii) augmentation du taux d'électrification du pays, de 18 % en 2008 à 27 % d'ici à 2014, et du taux d'électrification rurale, de 3,5 % en 2007 à 20 % d'ici à 2014.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> JICA (20,91 millions d'UC) ; État (6 millions d'UC) ; consommateurs (0,44 million d'UC).</p>	58,99	31,64	
République démocratique du Congo	<p><i>Électrification périurbaine et rurale</i></p> <p><b>Objectif :</b> développer le réseau de distribution d'électricité à Kinshasa et dans quatre localités choisies, et contribuer à la préparation d'un portefeuille de projets énergétiques crédibles et pouvant être financés en RDC.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) réduction de la durée des pannes d'électricité et des délestages à Kinshasa de 20 % en 2010 à 9 % en 2015 ; ii) augmentation du taux d'accès à l'électricité de 1 % (moyenne nationale) en 2010 à 50 % en 2015, dans les localités concernées par le projet ; iii) réduction du taux de pertes techniques de 30 % en 2010 à 10 % en 2015 à Kinshasa ; et iv) disponibilité de trois études d'électrification exhaustives en 2015.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,69 million d'UC).</p>	70,38		69,69

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>ÉNERGIE</b>				
Éthiopie	<p><i>Amélioration du réseau de transport d'électricité</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer la fourniture d'électricité tant en quantité qu'en qualité, par le renforcement de la capacité de transport, la réduction des pertes du réseau et l'installation d'autres lignes de transport.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation de la fourniture d'électricité dans la région ; ii) réduction des pertes totales à moins de 12 % ; iii) augmentation du nombre d'abonnés au réseau de 2,1 millions en 2010 à 3,6 millions d'ici à 2015 ; et iv) augmentation de l'accès à l'électricité de 41 % en 2010 à 75 % d'ici à 2015.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> Ethiopian Electric Power Corporation (EEPCo) / État (23,06 millions d'UC).</p>	174,81	93,75	58,00
Kenya	<p><i>Amélioration du réseau de transport d'électricité</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître la capacité de fourniture d'électricité par la réduction des pertes, et installer d'autres lignes de transport pour renforcer la fiabilité et améliorer la qualité de l'énergie électrique dans 4 subdivisions régionales.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation de la fourniture d'électricité dans les quatre régions de la société Power &amp; Lighting Company (KPLC) : pour la période 2010-2017, de 22 MW à 41 MW pour Ishiara-Kieni ; de 13 MW à 24 MW pour Narok/Sotik-Bomet ; de 13 MW à 20 MW pour Mwingi-Kitu-Wote-Sultan Hamud ; et de 16 MW à 25 MW pour Nanyuki-Nyahururu ; et ii) réduction des pertes de 16,3 % en 2009 à 15,7 % d'ici à 2014 et 15,4 % d'ici à 2017.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (14,07 millions d'UC).</p>	60,77	46,70	
Tanzanie	<p><i>Ligne de transport d'électricité Iringa-Shinyanga</i></p> <p><b>Objectif :</b> fournir une infrastructure appropriée de transport d'électricité, reliant les sources de production existantes et futures situées dans le sud et le sud-ouest de la Tanzanie aux centres de distribution situés dans les régions nord de Mwanza et d'Arusha, et faciliter le commerce régional d'électricité, notamment avec le Kenya au nord et la Zambie au sud.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) renforcement du réseau électrique national ; ii) 500 000 nouveaux branchements au réseau d'ici à 2018 ; et iii) coopération et développement économiques régionaux : facilitation du commerce régional d'électricité dans la cadre du pool énergétique d'Afrique de l'Est (EAPP) et du pool énergétique d'Afrique australe (SAPP) ; commercialisation de 200 MW d'ici à 2017.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> IDA (97,50 millions d'UC) ; BEI (88,58 millions d'UC) ; JICA (42,72 millions d'UC) ; Corée (23,75 millions d'UC).</p>	297,91	45,36	
Multinationale	<p><i>Mise en place du système de paiements de la Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) (Gambie, Guinée, Sierra Leone et Liberia)</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer l'infrastructure de base du secteur financier de la ZMAO, par la modernisation des systèmes de paiement dans quatre pays membres : Gambie, Guinée, Sierra Leone et Liberia.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> dans les quatre pays de la ZMAO, i) augmentation du pourcentage de citoyens (des femmes pour la plupart) ayant accès au secteur financier formel, de 8 % en 2007 à 12 % en 2012 ; ii) augmentation de 45 % du volume de transferts de grande valeur, de 1 370 en 2007 à 2 000 d'ici à 2010 ; iii) réduction du cycle de compensation, y compris les vérifications locales, de 50 % d'ici à 2012 ; et iv) augmentation de 46 % du volume de transactions de faible valeur, y compris les vérifications, de 3 514 en 2007 à 5 145 d'ici à 2012.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> banques centrales (0,75 million d'UC) ; banques commerciales (0,94 million d'UC).</p>	6,69		5,00

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>FINANCE</b>				
Multinational	<p><i>Prêt supplémentaire au Kenya pour le tronçon kényan du Projet d'interconnexion des réseaux électriques des pays des lacs équatoriaux du Nil</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer l'accès à l'électricité dans les pays membres de l'Initiative du bassin du Nil (IBN), par le renforcement du partage transfrontalier de l'énergie et de l'électricité.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) disponibilité accrue d'électricité dans la région NEL ; ii) réduction du coût de l'électricité : d'un coût moyen de 20 cents (USD) / KWh en 2008 à 8 cents en 2020 ; et iii) taux national d'accès : Burundi, 3 % en 2015 et 5 % en 2020 ; Kenya, 15 % en 2015 et 22 % en 2020 ; Ouganda, 9 % en 2015 et 13 % en 2020 ; Est de la RDC, 4 % en 2015 et 13 % en 2020 ; et Rwanda, 9 % en 2015 et 13 % en 2020.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	22,04	
<b>MULTISECTEUR</b>				
Bénin	<p><i>Appui à la gestion des finances publiques et à l'amélioration du climat des affaires</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer la gestion des finances publiques et le climat des affaires.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) amélioration du système de contrôle externe des finances publiques ; ii) amélioration du système de gestion des passations de marchés ; iii) amélioration de la qualité du portefeuille de la Banque au Bénin ; iv) réduction du délai et des coûts de création d'entreprise ; v) introduction de l'impôt pour le développement ; et vi) rationalisation de la gestion de la Direction des douanes modernisée.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (1,75 million d'UC).</p>	11,11	4,36	5,00
Burkina Faso	<p><i>Cinquième programme d'appui à la stratégie de réduction de la pauvreté (PASRP V)</i></p> <p><b>Objectif :</b> contribuer à la relance économique et à la stabilité du cadre macroéconomique, et améliorer la gestion des finances publiques.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) stabilisation du cadre macroéconomique : hausse de la production de coton (en volume) d'au moins 40 % en 2010 par rapport à 2009, et hausse des recettes d'exportation d'au moins 5 % en 2010 par rapport à 2009 ; ii) renforcement de la programmation budgétaire : augmentation de la part du budget public affectée aux secteurs prioritaires, de 32,2 % en 2008 à 33,3 % en 2010 ; et iii) augmentation du pourcentage de marchés publics ouverts à la concurrence, de 75 % en 2009 à 85 % en 2010.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> FMI (7,45 millions d'UC) ; IDA (40 millions d'UC) ; UE (47,0 millions d'UC) ; Danemark (6 millions d'UC) ; France (6 millions d'UC) ; Pays-Bas (18 millions d'UC) ; Suisse (4 millions d'UC) ; Suède (11 millions d'UC) ; Allemagne (8 millions d'UC) ; Fast Track Initiative for Education (FTI-Education) (30 millions d'UC) ; Programme national d'alimentation en eau et d'assainissement (2 millions d'UC).</p>	189,45		10,00
Burundi	<p><i>Programme d'appui aux réformes économiques - phase III (PARE III)</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer la qualité de la gestion des ressources publiques, et renforcer les systèmes de contrôle externe et interne des finances publiques.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) exhaustivité du budget et amélioration de la documentation budgétaire ; ii) amélioration de l'exécution du budget ; iii) renforcement du contrôle interne : augmentation du nombre de contrôles effectués par l'unité d'inspection et de contrôle interne, de 12 en 2009 à 20 en 2010, et par l'Inspection générale d'État (IGE) de 111 en 2009 à 120 en 2010 ; et iv) amélioration du système de contrôle externe.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> Banque mondiale (16,54 millions d'UC) ; Commission européenne (25,61 millions d'UC) ; Pays-Bas (8,60 millions d'UC) ; Norvège (6,62 millions d'UC).</p>	67,37		10,00

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>MULTISECTEUR</b>				
Cameroun	<p><i>Appui à la modernisation du cadastre et au climat des affaires</i></p> <p><b>Objectif :</b> moderniser et développer le cadastre, et améliorer la compétitivité.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) sûreté et fiabilité de l'accès au titre foncier : augmentation du nombre de titres fonciers émis par an, de 135 % en 2009 à 215 % en 2014, et réduction du délai légal de traitement des dossiers de 12 mois à 6 mois au maximum d'ici à 2014 ; ii) augmentation du revenu cadastral dans les quatre villes pilotes de 3,1 milliards de FCFA en 2009 à 4,98 milliards de FCFA en 2014 ; iii) réduction du nombre de litiges fonciers de 768 en 2009 à moins de 500 d'ici à 2014 ; et iv) amélioration de la compétitivité économique : augmentation du nombre d'entreprises créées à Douala et Yaoundé, de 55 440 à 60 984 d'ici à 2014.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> État (1,22 million d'UC).</p>	8,22	7,00	
Cap-Vert	<p><i>Appui budgétaire supplémentaire au Programme d'appui à la stratégie de réduction de la pauvreté (PASRP-II)</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer la gestion des finances publiques et améliorer le climat des affaires, afin de contribuer à la réduction de la pauvreté, par la relance de la croissance et de la transformation de l'économie.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) amélioration de la gestion de la dette publique : maintien du ratio dette/PIB à un niveau inférieur ou égal à 20 % en 2010 (contre 19,3 % en 2007) ; ii) amélioration de la programmation et de l'affectation du budget ; iii) amélioration de la gestion et de la viabilité du secteur de l'énergie et d'ELECTRA ; et iv) amélioration du climat des affaires : délai de création d'entreprise ramené de 52 jours en 2007 à 1 jour d'ici 2009.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	7,05	
Comores	<p><i>Renforcement des capacités institutionnelles (PRCI)</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion économique et financière, en particulier la gestion et le suivi des finances publiques, ainsi que les statistiques socioéconomiques au titre du suivi/évaluation des DSRP.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) amélioration de la gestion des ressources publiques ; ii) renforcement du mécanisme de préparation de statistiques de base et de la capacité de suivi de la mise en œuvre des DSRP : disponibilité des comptes nationaux finals de 1999-2009 ; production régulière de statistiques sur les prix et de rapports de suivi/évaluation des DSRP.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.		0,59
Congo	<p><i>Appui institutionnel pour l'amélioration du climat des affaires et la diversification de l'économie congolaise (PACADEC)</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer le climat des affaires, afin de contribuer à la diversification de l'économie congolaise, en facilitant la création d'entreprise et le développement du secteur privé non pétrolier.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) simplification des formalités administratives pour la création d'entreprise : réduction du coût de création d'entreprise en pourcentage du PIB par habitant, de 86,5 % en 2010 à 40 % en 2014, et réduction du délai de création d'entreprise de 37 jours en 2009 à 20 jours en 2015 ; ii) amélioration de l'accès à la terre, grâce à l'opération pilote de Pointe Noire : baisse du nombre de litiges fonciers en pourcentage du nombre total de litiges, de 81 % en 2009 à 71 % en 2015 ; iii) simplification du système de paiement de l'impôt par l'introduction d'un système de télépaiement ; et iv) assouplissement du mécanisme de financement des entreprises.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (3,44 millions d'UC)</p>	6,88		3,44

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>MULTISECTEUR</b>				
Éthiopie	<p><i>Programme de protection des services de base (PBS II)</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer les prestations de services de base décentralisés, renforcer la gouvernance financière fédérale et régionale par l'appui aux programmes PSCAP et EMCP et aux institutions connexes, renforcer le processus budgétaire surtout à l'échelon infranational, et renforcer le système de suivi/évaluation des secteurs PBS et le système d'établissement de rapports financiers.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) disponibilité accrue de services de base efficaces à l'échelon des administrations locales pour les populations qui en ont besoin ; ii) utilisation efficiente et efficace des ressources à l'échelon des administrations locales grâce à l'amélioration de la gestion des finances publiques ; iii) responsabilité accrue des responsables locaux pour l'affectation des ressources ; iv) affectation efficace des ressources budgétaires ; v) transparence et responsabilité financières accrues ; vi) renforcement du système de passation des marchés publics ; et vii) réalisation d'activités d'évaluation efficace de la qualité des systèmes.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> néant.</p>	s.o.	72,60	
Guinée-Bissau	<p><i>Programme d'urgence d'appui aux réformes budgétaires (PUARB)</i></p> <p><b>Objectif :</b> continuer d'améliorer le cadre et la performance du système de gestion des finances publiques.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) amélioration de la lisibilité, de la prévisibilité et de la diffusion du budget : baisse du taux d'exécution des dépenses primaires de 120,6 % en 2007 à moins de 100 % en 2010, et établissement de l'écart entre les prévisions de trésorerie et les chiffres réels de trésorerie à moins de 5 % des recettes et à plus de 10 % des dépenses ; et ii) renforcement des procédures d'exécution et de contrôle des dépenses budgétaires.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> Banque mondiale (5,20 millions d'UC) ; Espagne (1,36 million d'UC) ; France (2,71 millions d'UC) ; UE (16,24 millions d'UC).</p>	31,20		5,70
Malawi	<p><i>Appui à la gouvernance et à la réduction de la pauvreté II (GPRSG II)</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer l'efficacité, la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des ressources publiques, et améliorer les prestations de services publics (pour les pauvres).</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) renforcement de la capacité et du rythme de la réforme relative à la gestion des finances publiques : amélioration de la note attribuée à la gouvernance EPIP de 3,6 en 2009 à 3,65 en 2011 ; ii) responsabilité et transparence accrues dans la gestion du budget public : amélioration en 2011 de la note attribuée par Transparency International par rapport au 89<sup>e</sup> rang occupé en 2009 ; et iii) hausse des dépenses favorables aux pauvres de 5,8 % en 2008/09 à 6,5 % en 2010/2011.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> néant.</p>	s.o.		11,55
Malawi	<p><i>Appui au développement économique local (supplément)</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer les conditions socioéconomiques des populations locales et renforcer la croissance économique dans quatre pôles de croissance situés dans quatre districts du pays.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> augmentation du nombre de petites entreprises ; appui au lancement de 3 000 nouvelles micro et petites entreprises.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,30 million d'UC).</p>	3,46	3,16	
Niger	<p><i>Programme d'appui à la stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté (PASDRP-I)</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer la gestion des finances publiques et le processus de décentralisation, et atténuer les effets de la crise alimentaire.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) renforcement de la transparence et de la crédibilité du budget ; ii) amélioration de la gestion des dépenses d'investissement public et des marchés publics ; et iii) renforcement de l'intégrité des comptes et du contrôle externe.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	23,97	4,03

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>MULTISECTEUR</b>				
Tanzanie	<p><i>Projet d'appui institutionnel à la bonne gouvernance – phase II</i></p> <p><b>Objectif :</b> renforcer la capacité, la responsabilité et l'intégrité de la gestion des ressources publiques sur la partie continentale de la Tanzanie et à Zanzibar.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) amélioration de la traçabilité, du suivi et la vérification de l'utilisation optimale des ressources publiques ; ii) amélioration de la passation des marchés publics ; et iii) amélioration de la crédibilité du budget, de l'environnement des entreprises et de la mobilisation de ressources extérieures.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,26 million d'UC).</p>	5,46		5,20
Togo	<p><i>Appui au renforcement des capacités institutionnelles en gouvernance économique et financière (PARCI-2)</i></p> <p><b>Objectif :</b> achever l'intégration des finances publiques, renforcer la mobilisation de ressources intérieures, et renforcer l'intégrité du système de contrôle et de vérification des finances publiques.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) grâce à la mise en œuvre du système intégré de gestion des finances publiques (SIGFIP), réduction effective du délai de traitement des dépenses, depuis l'engagement jusqu'au paiement, de 2/3 en 2012 par rapport à 90 jours en 2009 ; ii) augmentation des recettes fiscales de l'État de 16 % du PIB en 2009 à 20 % en 2013 ; iii) présentation du budget final vérifié de 2011 au Parlement avant fin 2012 et celui de 2012 avant fin 2013, et augmentation du nombre de rapports de l'Inspection générale d'État de zéro en 2009 à 7 en 2013 ; et iv) délai de passation des marchés ouverts à la concurrence ramené de 90 jours en 2009 à 45 jours à partir de 2012.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,49 million d'UC).</p>	9,70		9,21
Zambie	<p><i>Troisième Programme d'appui budgétaire à la réduction de la pauvreté (ABRP III)</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer la gouvernance financière, par la gestion efficiente des finances publiques et la lutte contre la corruption, et renforcer l'environnement des entreprises par la simplification des licences d'exploitation et la réduction du délai des échanges transfrontaliers.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) renforcement de la gestion des finances publiques par une gestion crédible ; ii) amélioration du classement de la Zambie par Transparency International, selon l'indice de perception de la corruption ; iii) réduction du coût de mise en conformité liée aux licences de son niveau de 2,2 trillions de kwacha en 2008 à 1,5 trillions de kwacha d'ici au mois de décembre 2011 ; et iv) délai de passage aux postes-frontières de Chirundu ramené de 3 jours en 2009 à 1 jour d'ici juin 2011.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> DfID (35,27 millions d'UC) ; CE (31,16 millions d'UC) ; Finlande (4,75 millions d'UC) ; Allemagne (9,50 millions d'UC) ; Pays-Bas (9,50 millions d'UC) ; Norvège (19,23 millions d'UC) ; Suède (15,03 millions d'UC) ; Banque mondiale (13,58 millions d'UC).</p>	169,91	31,90	
<b>SOCIAL</b>				
Érythré	<p><i>Appui au développement de l'enseignement supérieur</i></p> <p><b>Objectif :</b> aider à renforcer les capacités en matière d'enseignement, de recherche et de services dans les institutions d'enseignement supérieur</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) renforcement effectif des capacités des institutions d'enseignement supérieur entre 2010 et 2014 ; ii) augmentation du nombre d'enseignants du supérieur qualifiés (ressortissants du pays) de 37 % en 2009 à plus de 90 % d'ici à 2014 ; et iii) augmentation du nombre de femmes parmi les enseignants ressortissants du pays de 13 % en 2009 à 25 %, au moins, d'ici à 2014.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (2,76 millions d'UC).</p>	15,66		12,90

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>SOCIAL</b>				
Niger	<p><i>Appui au développement de l'enseignement professionnel et technique</i></p> <p><b>Objectif :</b> élargir l'accès de la population à un enseignement et une formation techniques et professionnels (VTET) de qualité, en vue réduire le chômage.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation du taux d'inscription pour VTET de 8 % à 12 %, pour les élèves ayant fini le collège entre 2010 et 2015 ; ii) amélioration de la qualité et de la pertinence du VTET : augmentation du taux de réussite aux examens de fin de cycle, de 59,98 % en 2010 à 75 % en 2015 ; augmentation du nombre de formateurs qualifiés de 6,47 % à 30 % entre 2010 et 2015 ; iii) disponibilité de ressources humaines plus qualifiées pour répondre aux besoins de l'économie ; et iv) baisse du taux de chômage des diplômés de 19 % en 2008 à 15 % d'ici à 2015.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (1,41 million d'UC).</p>	26,91	7,87	17,63
Rwanda	<p><i>Centre d'excellence régional en technologies de l'information et de la communication</i></p> <p><b>Objectif :</b> développer et renforcer les compétences en TIC au Rwanda, en vue d'améliorer la productivité et la compétitivité de l'économie.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) création d'un grand centre d'excellence régional en TIC à Kigali ; ii) formation d'au moins 150 étudiants pour l'obtention d'un master en TI et ingénierie informatique d'ici à 2015, et inscription d'au moins 40 étudiants par an à partir de 2012 ; et iii) innovations dans le domaine de la mobilité, de la gestion des logiciels et de la sécurité de l'information.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> revenu généré par le centre (16,40 millions d'UC) ; État (14,86 millions d'UC).</p>	39,86	8,60	
<b>TRANSPORT</b>				
Bénin	<p><i>Bitumage de la route Ndali-Nikki-Chicandou-frontière du Nigeria</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer la circulation des personnes et des biens le long du corridor de Lamakara (Togo) – Ouaké–Ndali–Chicandou–Ilorin (Nigeria), ainsi que les conditions de vie des populations de la zone d'influence du projet.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) réduction du coût de transport des personnes et des biens le long du corridor ; baisse du coût d'exploitation et d'entretien des véhicules sur le corridor, de 220 FCFA/km en 2009 à 176 FCFA/km en 2013 pour un véhicule léger ; ii) augmentation de la longueur du corridor en bon état, de 52 % en 2009 à 85 % en 2013 ; et iii) réduction de la durée du trajet de 5 heures 30 minutes en 2009 à 3 heures en 2013 ; baisse du nombre de véhicules surchargés de 18 par jour en 2009 à 9 en 2013 ; et amélioration de l'indice de l'accessibilité rurale dans la zone d'influence du projet de 20 % d'ici à 2013.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (3,17 millions d'UC).</p>	36,85	11,50	22,18
Burundi	<p><i>Aménagement et bitumage de la route Gitega-Nyangungu-Ngozi – phase I</i></p> <p><b>Objectif :</b> faciliter la circulation des personnes et des biens le long de la route Gitega–Nyangungu–Ngozi et améliorer l'accès des populations aux services de base, en vue de désenclaver les zones rurales et accroître les échanges sous-régionaux.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> amélioration de la circulation des personnes et des biens le long de la route Gitega–Nyangungu–Ngozi : i) augmentation de la vitesse moyenne du trafic entre Gitega et Ngozi de 20 km/h en 2010 à 60 km/h d'ici à 2014 ; ii) baisse de 25 % des coûts d'exploitation des véhicules pendant la durée de vie de la route ; iii) réduction de la durée moyenne du trajet de 4 heures en 2010 à 1 heure 30 minutes d'ici à 2014 ; et iv) amélioration de l'accès aux collectivités de la zone du projet : la population de la zone du projet se trouvant à moins de 2 km à pied de la route praticable en toute saison augmente de 15 % en 2010 à 60 % d'ici à 2014.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,15 million d'UC).</p>	24,25		24,10

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>TRANSPORT</b>				
Ghana	<p><i>Route Fufulso-Sawla</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer l'accessibilité le long de la route Fufulso-Sawla et les moyens d'existence dans la zone d'influence du projet.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) meilleur accès des populations aux services de transport public en toute saison dans un rayon de 2 km de leurs habitations ; ii) réduction des coûts de transport entre Fufulso et Sawla : réduction des coûts d'exploitation des véhicules au km de 30 % entre 2009 et 2014 ; iii) augmentation du nombre de touristes visitant la zone ; iv) baisse du nombre d'accidents mortels sur la route ; v) nombre de personnes ayant accès à l'eau potable le long de la route passé de 17 400 en 2009 à 34 000 en 2014 ; et vi) meilleur accès aux centres des accidentés/urgences</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,86 million d'UC).</p>	110,58	109,72	
Kenya	<p><i>Réhabilitation de la route Timboroa-Eldoret</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer le transport entre le Kenya et l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la RDC et le Sud-Soudan.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) réduction du coût et de la durée du trajet entre Nairobi et Kampala : augmentation du transit de marchandises du Port de Mombasa en direction / en provenance de l'Ouganda, du Burundi, du Rwanda, de la RDC et du Sud-Soudan de 5,83 millions de tonnes en 2010 à 9,61 millions de tonnes en 2015 ; et réduction du coût moyen du transport de Mombasa à Kampala de 0,195 USD par tonne/km à 0,137 par tonne/km d'ici à 2015 ; ii) amélioration du niveau de vie et de la situation économique de la population des villes situées le long du corridor ; et iii) amélioration du transport des intrants et produits agricoles en direction et en provenance de la zone du projet : augmentation du tonnage de produits agricoles transportés depuis la zone du projet de 32 % entre 2010 et 2015.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> État (3,92 millions d'UC).</p>	38,92	35,00	
Mali	<p><i>Élargissement de la route Carrefour de la Paix-Pont Woyowayanko-Point Y à Bamako</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer la circulation entre Point Y et Carrefour de la Paix à Bamako, en vue de renforcer l'intégration régionale et améliorer la mobilité urbaine à Bamako.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) augmentation de la vitesse moyenne sur le tronçon Point Y- Carrefour de la Paix de 20 km/h en 2009 à 40 km/h en 2013 pendant les heures de pointe; et réduction du coût d'exploitation des véhicules de 220 FCFA/km en 2009 à 176 FCFA/km en 2013 ; ii) augmentation de la longueur de la route en bon état sur l'axe Naréna-Bamako de 95 % à 100 % en 2013 ; et iii) création de 200 emplois liés à la vente à partir de 2013.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (2,51 millions d'UC).</p>	14,51	12,00	
Mozambique	<p><i>Route Montepuez-Lichinga</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer l'accessibilité et les services de transport routier pour les populations de la zone d'influence du corridor Montepuez-Lichinga.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) réduction du coût annuel global d'exploitation par véhicule/km, de 0,63 USD en 2010 à 0,26 USD en 2014 ; et réduction de du coût annuel global de la durée du trajet par véhicule/km de 0,207 USD en 2010 à 0,110 USD en 2014 ; ii) réduction du nombre d'accidents mortels véhicules, de 31,1 pour 1 000 en 2006 à 25 pour 1 000 en 2014 ; et iii) amélioration de l'utilisation du port de Pemba d'une capacité annuelle de 650 000 tonnes en 2010, de 18 % en 2010 à 50 % par an après 2015.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> JBIC (JICA) (19,71 millions d'UC) ; SIDA (16,84 millions d'UC) ; État (5,54 millions d'UC).</p>	74,74	32,65	

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>TRANSPORT</b>				
République démocratique du Congo	<p><i>Projet prioritaire de sécurité aérienne (PPSA)</i></p> <p><b>Objectif :</b> rétablir la sécurité du transport et de la navigation aérienne, par la réhabilitation de l'infrastructure aéroportuaire et du matériel de navigation, le renforcement des capacités du personnel technique chargé du contrôle du trafic aérien et du suivi du sous-secteur, et l'appui à la consolidation des activités de la Régie des voies aériennes (RVA).</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) baisse du nombre d'incidents/accidents d'avion par an de 22 en 2010 à 10 d'ici à 2013 ; ii) augmentation du taux de couverture de l'espace aérien de la RDC par du matériel de surveillance et de navigation approprié de 15 % en 2010 à 95 % d'ici à 2013 ; iii) amélioration du niveau de service de l'infrastructure des aéroports internationaux ; iv) renforcement des capacités en matière de contrôle du trafic aérien et d'inspection de l'aviation civile ; v) augmentation des recettes d'exploitation de la RVA ; et vi) création de 200 emplois directs et de 100 emplois indirects.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (14,26 millions d'UC).</p>	102,86		88,60
Togo	<p><i>Réhabilitation et modernisation de la route Aflao - Sanve Condji - frontière du Bénin : Tronçon rond-point du Port de Lomé - Avépozo</i></p> <p><b>Objectifs :</b> améliorer la circulation sur le tronçon Aflao-Sanve Condji du corridor Abidjan-Lagos, ainsi que les conditions de vie des collectivités de la zone du projet, renforcer l'intégration régionale et contribuer à l'intensification des échanges intérieurs et internationaux.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) amélioration de la circulation et des conditions de vie des collectivités locales de l'axe Aflao-Hilla Condji du corridor Abidjan-Lagos ; ii) réduction de la durée du trajet aux heures de pointe entre le rond-point du Port de Lomé et Avépozo, de 1,5 heure à 30 minutes seulement d'ici à 2011 ; iii) création d'au moins 800 emplois temporaires durant la phase des travaux de construction de la route ; et iv) en 2011, augmentation du revenu moyen des ménages de la zone du projet, grâce aux activités du projet.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> État (0,43 million d'UC).</p>	23,74		23,31
Multinational	<p><i>Corridor routier de Nacala - phase II</i></p> <p><b>Objectif :</b> fournir à la Zambie, au Malawi et au Mozambique une infrastructure de transport routier améliorée vers le Port de Nacala, et améliorer l'accès des collectivités de la zone d'influence du projet aux marchés et services sociaux.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) réduction des coûts d'exploitation des véhicules de 20 % entre 2009 et 2013 pour les camions de taille moyenne et de 13 % pour les véhicules particuliers durant la même période ; ii) réduction du coût moyen du trajet normal ou dévié de 20 % pour les camions de taille moyenne entre 2009 et 2013, et de 25 % pour les véhicules particuliers durant la même période ; et iii) réduction du nombre d'accidents de la route sur le corridor de 43 % entre 2009 et 2013, et du nombre d'accidents mortels de 42 % durant la même période.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État zambien (0,10 million d'UC).</p>	69,47	69,37	
Multinational	<p><i>Étude de la route Ouesso-Bangui-N'Djamena et de la navigation fluviale sur le Congo, l'Oubangui et la Sangha</i></p> <p><b>Objectif :</b> déterminer la faisabilité technique, environnementale et économique des tronçons manquants du corridor Ouesso-Bangui-N'Djamena et des voies navigables des fleuves Congo, Oubangui et Sangha.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> disponibilité en 2013 des études détaillées sur i) les tronçons de la route Ouesso-Bangui et Bassangoa Mbaikoro, et ii) amélioration de la navigation sur les fleuves Congo-Oubangui-Sangha.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> CEEAC/CEMAC (0,60 million d'UC).</p>	8,60		8,00

## Profils des projets et programmes approuvés par le FAD en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>TRANSPORT</b>				
Multinational	<p><i>Intégration de l'espace aérien du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA)</i></p> <p><b>Objectif :</b> mettre en place un cadre juridique et institutionnel de coopération régionale pour l'unification de l'espace aérien du COMESA, préparer une analyse détaillée des options stratégiques de prestation de services de navigation aérienne passant par les systèmes CNS/ATM, promouvoir la participation du secteur privé au financement et à l'exploitation de l'infrastructure et des services de transport aérien.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) signature de l'accord d'unification de l'espace aérien par les pays membres en octobre 2012 au plus tard ; ii) mise en service de l'Agence de régulation de l'espace aérien du COMESA en avril 2012 au plus tard ; et iii) bouclage financier et/ou signature de l'accord de concession en septembre 2014 au plus tard.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> COMESA (0,30 million d'UC).</p>	6,05		5,75
<b>AUTRES APPROBATIONS</b>				
Comores	<p><i>Concours PPTE - Point de décision au titre du cadre renforcé</i></p> <p><b>Objectif :</b> ramener la dette extérieure des Comores à des niveaux soutenables, et encourager l'utilisation des économies réalisées, pour la réduction de la pauvreté.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) mise en œuvre satisfaisante, pendant une année au moins, du Document final de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ; ii) maintien de la stabilité macroéconomique ; iii) renforcement de la gestion et de la gouvernance des finances publiques : production régulière de rapports trimestriels détaillés sur l'exécution du budget pendant une période d'au moins 12 mois, avant l'accession au point d'achèvement ; iv) pour les secteurs sociaux (éducation et santé), renforcement des efforts déployés vers la réalisation des OMD ; et v) amélioration des systèmes de gestion de la dette publique et, en particulier, adoption de logiciels de gestion efficace de la dette.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.		22,93
Congo	<p><i>Concours PPTE - Point d'achèvement au titre du cadre renforcé</i></p> <p><b>Objectif :</b> ramener la dette extérieure du Congo à des niveaux soutenables, et encourager l'utilisation des économies réalisées, pour la réduction de la pauvreté.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) la VAN du ratio dette / PIB devrait chuter de 44 % en 2008 à 27 % en 2013 et à 6 % en 2029 ; ii) la VAN du ratio dette / exportations devrait baisser de 67 % en 2008 à 34 % en 2013 et à 26 % en 2029 ; et iii) la VAN du ratio dette / recettes devrait diminuer de 86 % en 2008 à 52 % en 2013 et à 15 % en 2029.</p> <p><b>Cofinancier :</b> FAD (1,71 million d'UC).</p>	s.o.		1,71
Liberia	<p><i>Concours PPTE - Point d'achèvement au titre du cadre renforcé</i></p> <p><b>Objectif :</b> ramener le fardeau de la dette extérieure du Liberia à des niveaux soutenables et améliorer les indicateurs de la dette extérieure du pays, en vue d'encourager l'utilisation des économies réalisées, pour la réduction de la pauvreté.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) la VAN du ratio dette / exportations devrait chuter de 286,7 % à la fin-juin 2010 à une moyenne de 23,7 % sur une période de cinq ans allant jusqu'à la fin-juin 2015, en vue de remonter légèrement à 25,4 % jusqu'à la fin-juin 2020, surtout en raison de nouveaux emprunts ; et ii) la VAN du ratio dette / PIB devrait baisser de 175,2 % à la fin-juin 2010 à une moyenne d'environ 13,7 % sur la période de cinq ans allant jusqu'à la fin-juin 2015, avant de remonter légèrement à 14,2 % jusqu'en 2020 ; iii) la VAN du ratio dette / recettes devrait diminuer de 596,2 % à la fin-juin 2010 à une moyenne de 48,6 % sur les cinq années suivantes.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> FAD (5,35 millions d'UC) ; FSN (28,83 millions d'UC).</p>	s.o.		5,35

## Profils des projets et programmes approuvés par le FSN en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
<b>ÉNERGIE</b>				
Sierra Leone	<p><i>Centrale hydroélectrique de Bumbuna</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître la fourniture d'électricité, de manière fiable, rentable et respectueuse de l'environnement, pour son utilisation industrielle, commerciale et domestique à Freetown, Makeni, Lunsar et au village de Bumbuna.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) fourniture ininterrompue d'électricité, à 40 000 consommateurs existants de Freetown ; ii) accès à l'électricité d'un nombre supplémentaire de 5 000 ménages à Freetown, 500 au village de Bumbuna, 2 000 à Lunsar et 3 000 à Makeni ; iii) élaboration d'un manuel des opérations pour les bassins hydrographiques par l'autorité de gestion des bassins versants, à savoir la Bumbuna Watershed Management Authority (BWMA) ; iv) augmentation de 50 MW de la capacité de production et de transport d'électricité dans le pays ; et v) réduction du coût unitaire de l'électricité de 40 cents (USD) à 11 cents.</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.	0,71	
<b>AUTRES APPROBATIONS</b>				
Liberia	<p><i>Concours PPTÉ – Point d'achèvement au titre du cadre renforcé</i></p> <p><b>Objectif :</b> ramener le fardeau de la dette extérieure du Liberia à des niveaux soutenables et améliorer les indicateurs de la dette extérieure du pays, en vue d'encourager l'utilisation des économies réalisées, pour la réduction de la pauvreté.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) la VAN du ratio dette / exportations devrait chuter de 286,7 % à la fin-juin 2010 à une moyenne de 23,7 % sur une période de cinq ans allant jusqu'à la fin-juin 2015, en vue de remonter légèrement à 25,4 % jusqu'à la fin-juin 2020, surtout en raison de nouveaux emprunts; ii) la VAN du ratio dette / PIB devrait baisser de 175,2 % à la fin-juin 2010 à une moyenne d'environ 13,7 % sur la période de cinq ans allant jusqu'à la fin-juin 2015, avant de remonter légèrement à 14,2 % jusqu'en 2020; et iii) la VAN du ratio dette / recettes devrait diminuer de 596,2 % à la fin-juin 2010 à une moyenne de 48,6 % sur les cinq années suivantes.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> FAD (5,35 millions d'UC) ; FSN (28,83 millions d'UC).</p>	s.o.		28,83

Source : Département de la statistique de la BAD.

## Profils des approbations spéciales\* en 2010 (en millions d'UC)

Pays	Projet / programme	Coût total	Prêt	Don
Cameroun	<p><i>Alimentation en eau potable et assainissement en milieu rural</i></p> <p><b>Objectif :</b> accroître l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans quatre régions du Cameroun (nord-ouest, sud-ouest, ouest et sud), en vue d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales du pays.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> d'ici à 2015 dans les quatre régions, i) augmentation de l'accès à l'eau potable de 33 % (taux actuel) à 60 %; ii) augmentation de l'accès aux services d'assainissement en milieu rural de la moyenne actuelle de 17 % à 22 %; iii) accès à l'eau dans un rayon de moins de 500 m; et iv) sensibilisation de 30 % des collectivités à l'utilisation de latrines améliorées.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> FAD (10 millions d'UC); État (1,50 million d'UC); bénéficiaires (0,75 million d'UC).</p>	16,95		4,70
Gambie	<p><i>Appui au programme national de réforme du secteur de l'eau</i></p> <p><b>Objectif :</b> appuyer la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) en Gambie, en parfaite harmonie avec la politique nationale de l'eau et la feuille de route de la GIRE.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) amélioration de la gouvernance des ressources en eau grâce à la mise en œuvre de la GIRE dans le pays; ii) renforcement des capacités institutionnelles de la Gambie en matière de gestion des ressources en eau du pays; iii) répartition et utilisation efficaces de l'eau, grâce à une meilleure connaissance des ressources; iv) participation avisée des parties prenantes (de l'échelon national à l'échelon communautaire) à la mise en œuvre de la GIRE; et v) gestion durable des eaux souterraines du pays.</p> <p><b>Cofinancier :</b> État (0,12 million d'UC).</p>	1,83		1,71
Gambie	<p><i>Gestion durable des terres</i></p> <p><b>Objectif :</b> améliorer les moyens d'existence par la promotion d'approches communautaires de la gestion des bassins versants et du paysage, en vue d'aider les collectivités pauvres en ressources d'inverser la baisse de productivité des terres.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> à moyen terme, i) au moins 40 % des 5 500 ménages ciblés utilisent les ressources naturelles selon les principes de la gestion durable des terres; ii) augmentation d'au moins 15 % du rendement moyen des cultures actuellement établi à 1 235 kg/ha dans les zones ciblées; et iii) une hausse d'au moins 10 % des périmètres rizicoles de bas-fonds (moyenne de 0,58 ha par exploitant).</p> <p><b>Cofinancier :</b> néant.</p>	s.o.		2,83
Ghana	<p><i>Plan de réutilisation – Tirer parti de la valeur des effluents et des nutriments pour une exploitation durable des services d'assainissement</i></p> <p><b>Objectif :</b> démontrer les avantages de la réutilisation des nutriments et de l'eau pour l'amélioration des réseaux d'assainissement.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) réhabilitation du plan de traitement supplémentaire pour la réutilisation, dans le respect des normes de l'OMS, et création d'une ferme pilote de démonstration; ii) augmentation du revenu sur la base des chaînes de valeur de la recherche, grâce à la reproduction des plans de mise en œuvre; et iii) application du plan par les planificateurs et les décideurs locaux.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> University of Columbia (0,05 million d'UC).</p>	0,48		0,43
Ghana	<p><i>Étude pour la relance optimale et la remise en exploitation des barrages d'Akosombo et de Kpong</i></p> <p><b>Objectif :</b> élaborer un plan de remise en exploitation techniquement et économiquement faisable, qui préserve les avantages existants de l'exploitation des barrages d'Akosombo et de Kpong, tout en réintroduisant les moyens d'existence et les fonctions des écosystèmes perdus; produire des connaissances pour une large application.</p> <p><b>Résultats attendus :</b> i) amélioration des écosystèmes et des moyens d'existence humains en aval; ii) maintien de la protection des collectivités vivant en aval contre les grandes inondations; iii) hausse de la production globale d'électricité, et fiabilité de l'alimentation en eau pour la production d'énergie hydroélectrique; iv) réduction de l'incidence des vecteurs de maladie d'origine hydrique; et v) réduction de la prolifération de plantes adventices aquatiques.</p> <p><b>Cofinanciers :</b> État (0,78 million d'UC); autres (0,10 million d'UC).</p>	2,46		1,58